



Genre et Marchés dans la Région du Bassin du Lac Tchad

VAM Etude Genre et Marchés #2

2016-2017

Le programme « Zéro Faim » met l'accent sur l'importance de renforcer l'autonomisation économique et soutient l'Objectif de Développement Durable 2 qui vise à *doubler les revenus et la productivité des petits producteurs*. L'intérêt croissant porté sur les marchés résilients peut apporter des contributions importantes aux systèmes alimentaires durables et édifier la résilience. La participation aux systèmes de marché n'offre pas seulement la possibilité d'assurer ses moyens de subsistance, mais elle permet aussi de se prendre en charge, de préserver sa dignité, de créer du capital social et d'augmenter la confiance en soi. L'analyse de la sécurité alimentaire doit tenir compte des questions de violence et de discrimination basées sur le genre afin de fournir une assistance adaptée aux plus vulnérables.

La politique de nutrition du PAM (2017-2021) réaffirme que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour assurer une bonne nutrition et des moyens de subsistance durables et résilients fondés sur les droits de l'homme et la justice. C'est pour cela que l'analyse sexospécifique dans les programmes de nutrition est une composante fondamentale pour réaliser les ODD. L'initiative VAM *Genre et Marchés* du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre vise à renforcer l'engagement, la responsabilité et les capacités du PAM et de ses partenaires en matière de sécurité alimentaire et d'analyse nutritionnelle tenant compte des sexospécificités, et ce, aux fins d'élaborer des interventions basées sur le marché qui favorisent l'autonomisation des femmes et des populations vulnérables. La série d'études régionales *Genre et Marchés* du VAM servira de base empirique et permettra de faire le lien avec l'ODD 5 dont le but est de *réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles*.

Tous droits réservés pour tous pays

Edition française, 2016-2017

Copyright © **Programme Alimentaire Mondial**
Bureau Régional Dakar

Auteurs : Analee Pepper, Stéphanie Brunelin, Simon Renk

Révisé par : William Ndiaye

Pour plus d'information, contacter :

Programme Alimentaire Mondial

Simon Renk (Conseiller Régional des Marchés) : simon.renk@wfp.org

Desiree Lwambo (VAM Spécialiste Genre) : desiree.lwambo@wfp.org

Sommaire

Liste des Acronymes	4
Table des Illustrations	6
Remerciements	7
Résumé Exécutif.....	8
INTRODUCTION.....	10
I. Objectifs.....	10
II. Contexte	11
III. Méthodologie	12
IV. Limites	13
1. Rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur agricoles	17
2. Défis et contraintes spécifiques des femmes et des hommes pour leur inclusion économique dans les marchés	23
3. Lacunes et défis du PAM dans l'analyse de genre et le suivi de l'autonomisation des femmes	31
4. Solutions et recommandations programmatiques potentielles pour remédier aux lacunes et défis.....	35
CONCLUSION.....	36
Références.....	37
ANNEXES	38
Annexe I — Protocole d'Etude de Cas de Pays.....	38
Annexe II — Aperçu du Bassin du Lac Tchad.....	39
Annexe III — Aperçu du genre dans le BLT	41

Liste des Acronymes

ACF	: Action Contre la Faim
BLT	: Bassin du Lac Tchad
CBLT	: Commission du Bassin du Lac Tchad
EFSA	: Sécurité Alimentaire d'Urgence et Evaluation de Marché (<i>Emergency Food Security and Market Assessment</i>)
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (<i>Food and Agricultural Organisation</i>)
FEWS Net	: Système d'Alerte Précoce de la Famine (<i>Famine Early Warning System</i>)
FFA	: Vivres pour Création d'Actifs Durables (<i>Food for Assets</i>)
IDP	: Personnes déplacées suite à un conflit, une catastrophe naturelle, etc. (<i>Internally Displaced Person</i>)
IFPRI	: Institut international de recherche sur les politiques de l'alimentation (<i>International Food Policy Research Institute</i>)
IGA	: Activités génératrices de revenus (<i>Income-Generating Activities</i>)
IPS	: Indice de Parité des Sexes
MAG	: Malnutrition Aigüe Globale
NEWS	: Système national d'alerte précoce (<i>National Early Warning System</i>)
NGP	: Politique nationale en matière d'égalité des sexes (<i>National Gender Policy</i>)
OCHA	: Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires (<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
ODD	: Objectif de Développement Durable
OPHI	: Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement (<i>Oxford Poverty and Human Development Initiative</i>)
P4P	: Achats au service du progrès (<i>Purchase for Progress</i>)
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PNUE	: Programme des Nations-Unies pour l'Environnement

RBD	: Bureau Régional pour l’Afrique de l’Ouest et Centrale (<i>Regional Bureau of Dakar</i>)
SFI	: Société Financière Internationale
SWERP	: Programme pour le renforcement de la résilience économique des femmes (<i>Strengthening Women's Economic Resilience Programme</i>)
USAID	: Agence des Etats-Unis pour le Développement International (<i>U.S Agency for International Development</i>)
VAM	: Unité de cartographie et d’analyse de la vulnérabilité (<i>Vulnerability Assessment & Mapping unit</i>)
VBG	: Violence Basée sur le Genre
WEAI	: Indice d’autonomisation des femmes dans l’agriculture (<i>Women’s Empowerment in Agriculture Index</i>)

Table des Illustrations

Figure 1. Sexe de la clientèle	19
Figure 2. Age du commerçant, par sexe.....	20
Figure 3. Age du Commerçant, par type de commerce	20
Figure 4. Niveau d’instruction des commerçants.....	21
Figure 5. Les 10 plus grandes contraintes des commerçants, par sexe.....	24
Figure 6. Les 10 plus grandes contraintes des commerçants, par type de commerce	25
Figure 7. Source principale de financement des commerçants, par sexe	26
Figure 8. Pourcentage de commerçants qui vendent leurs produits à crédit	27
Figure 9. Périodes de rupture de stocks des commerçants	29

Remerciements

L'équipe de Cartographie et d'Analyse de la Vulnérabilité (VAM) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) du Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (RBD) aimerait remercier Stéphanie Brunelin, Paige Enfinger et Simon Renk pour leurs travaux de recherche qui représentent la plus grande partie de ce rapport. Ce rapport d'étude de cas est construit sur, et incorpore des extraits de : i) *L'Évaluation du marché régional du Bassin du Lac Tchad*, menée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Action Contre la Faim (ACF) en conjonction avec d'autres partenaires, dont le rapport final a été développé par Brunelin et Renk; et *l'Examen du Bassin du Lac Tchad sur l'Analyse socio-économique de la région du bassin du lac Tchad*, centrée sur les facteurs régionaux de l'environnement, les conflits armés, les femmes et les questions de sécurité alimentaire, mené par Enfinger.

Merci également à Enfinger pour la recherche préliminaire qu'elle a menée sur le développement des outils d'enquête pour l'appui de l'analyse de genre et l'autonomisation des femmes, et à l'équipe régionale du VAM responsable de l'adaptation finale et la mise en œuvre des outils de collecte de données pilotés par William Olander (Spécialiste de la Gestion d'Information), Analee Pepper (Spécialiste du Genre), Simon Renk (Conseiller de Marché) et Matthieu Tockert (Analyste de Marché). Nous remercions également Aïcha Ba, Consultante en Genre et Marchés pour le VAM régional, sans qui l'élaboration de ce rapport d'étude de cas n'aurait pas été possible.

Enfin, nous sommes particulièrement reconnaissants aux équipes et partenaires aux niveaux national et régional qui ont contribué, directement ou indirectement, à la réussite de l'évaluation régionale du marché du Bassin du Lac Tchad (BLT).

Résumé Exécutif

Le but de ce rapport est de décrire l'expérience de pilotage d'un ensemble de questions d'enquête développées aux fins d'évaluer la dynamique entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés, dans le contexte de l'évaluation régionale de marché du Bassin du Lac Tchad. Il devrait être utilisé comme un aperçu historique des leçons apprises et bonnes pratiques à appliquer dans le développement des outils d'évaluation et de suivi en matière de genre et d'autonomisation dans les crises humanitaires.

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le Nord du Nigeria s'est considérablement aggravée conduisant à des déplacements massifs de population, non seulement au Nigeria mais aussi dans les pays voisins du Cameroun, Tchad et Niger. Le conflit en cours affecte fortement la sécurité alimentaire dans le nord-est où les moyens de subsistance des populations sont affligés de sévères restrictions. Au regard de cette situation, le RBD du PAM a lancé en 2016, en collaboration avec ACF et d'autres partenaires, une étude de marché régionale dans le Bassin du Lac Tchad.

En même temps que se préparait l'évaluation régionale du marché du BLT, l'équipe VAM du RBD du PAM réalisait une étude pilote sur le Genre et les Marchés pour renforcer la collecte et l'analyse des données sexospécifiques sur les rôles des femmes et des hommes dans les marchés de la région. A la demande du Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest, l'équipe responsable a appuyé l'évaluation régionale du marché BLT en contribuant un ensemble de questions d'enquête aux questionnaires du marché à mettre en œuvre afin d'évaluer la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés. Cette série de questions a été mise à l'essai pour la première fois dans l'évaluation régionale des marchés dans le BLT.

Ces questions reposent sur le travail de Paige Enfinger qui a mené la recherche de sa thèse de maîtrise ainsi que l'étude pilote du Genre et des Marchés. Dans le cadre de ses recherches, Enfinger a conçu une série de questions adaptées issues de l'Indice d'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture (WEAI), de l'Institut international de recherche sur les politiques de l'alimentation (IFPRI, *International Food Policy Research Institute*), de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement (OPHI, *Oxford Poverty and Human Development Initiative*) et de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID, *U.S Agency for International Development*). L'objectif était d'intégrer les aspects de l'autonomisation en matière de prise de décisions sur les choix stratégiques du marché dans les questionnaires traditionnels du PAM, tout en examinant la fixation des prix, la gestion des salaires, et le temps passé au travail.

Les principaux résultats des données recueillies ont montré que les hommes étaient souvent des grossistes et les femmes des détaillants et que, alors que le rôle des femmes dans les chaînes d'approvisionnement de céréales est négligeable, elles jouent un bien plus grand rôle pour les denrées périssables tels que les fruits et légumes. Le manque de fonds propres et l'insécurité sont les principales contraintes pour les commerçants en général, mais beaucoup plus pour les femmes commerçantes. Parmi les autres défis, les principaux problèmes qui ont surgi au cours de l'étude ont été (i) le problème de compréhension pour les populations locales des questions sur l'autonomisation, (ii) le manque d'analyses qualitatives suffisantes, et (iii) l'insuffisance de l'approche consistant à ne considérer que la prise de décision dans l'évaluation de l'autonomisation.

Ainsi, les lacunes identifiées, les contraintes et les défis dans l'évaluation de la dynamique des sexes et de l'autonomisation des femmes sur les marchés dans des contextes humanitaires de grande insécurité, ont mené aux principales recommandations suivantes :

1. Engager la responsabilité des équipes d'analyser et rapporter les données et informations sensibles au genre
2. Traduire des informations qualitatives en recommandations programmatiques ou opérationnelles
3. Introduire des modules de formation de recenseur supplémentaires sur la façon de fournir des questions
4. Intégrer toutes les dimensions d'autonomisation dans les marchés.



INTRODUCTION

En Septembre 2015, l'équipe VAM du RBD du PAM réalisait une étude pilote sur les genres et marchés pour renforcer la collecte et l'analyse des données sexospécifiques sur les rôles des femmes et des hommes dans les marchés de la région. Après un examen documentaire des pratiques actuelles et des informations disponibles dans la région, la deuxième phase de l'initiative est composée d'études de cas pour tester et s'appuyer sur les résultats obtenus dans plusieurs contextes et sous-régions. L'objectif principal de cette phase est de développer des exemples concrets de besoins communs d'information sur le genre et le marché, ainsi que les contraintes et outils pour répondre à ces besoins.

Toutes les études de cas qui composent l'Initiative Régionale de Genre et Marchés sont menées selon un protocole standard de recherche¹ et ont pour objectif de répondre aux questions clés de recherche établies par l'équipe VAM du RBD. Les questions de recherche sont les suivantes :

- Quels sont les rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans les marchés alimentaires ?
- Quels sont les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées pour leur inclusion économique dans les marchés alimentaires ?
- Quelles sont les lacunes actuelles des évaluations sexospécifiques fondées sur le marché du PAM et ses réponses ?
- Quels sont les lacunes et les défis actuels dans le jaugeage et suivi de l'autonomisation des femmes dans les marchés ?
- Quelles sont les solutions programmatiques possibles pour relever les défis et lacunes identifiés ?

Ce rapport se concentre spécifiquement sur le processus de pilotage d'un ensemble de questions visant à évaluer l'autonomisation des femmes dans les marchés du Bassin du Lac Tchad (BLT) menée par le PAM et ses partenaires en 2016 dont l'objectif est d'évaluer l'impact des urgences en cours sur les marchés de la région.

Compte tenu de la récente crise humanitaire et de l'accroissement de déplacement des populations dans la région, l'équipe VAM du RBD, en collaboration avec ACF et d'autres partenaires tels que Systèmes Nationaux d'Alerte Précoce (NEWS, *National Early Warning Systems*) et Systèmes d'Information sur les Marchés (MIS, *Market Information Systems*), a lancé une étude de marché régionale dans le Bassin du Lac Tchad. L'évaluation a été menée dans dix régions au Tchad, au Niger, au Nigeria et au Cameroun, toutes étant des zones environnantes du BLT. L'objectif principal était de traiter les besoins d'information urgents pour mieux soutenir la réponse humanitaire régionale et nationale, et renforcer les bases de référence des marchés dans les quatre pays. Cette évaluation repose sur l'analyse des données secondaires et la collecte primaire.²

Ce rapport couvre les résultats généraux des évaluations et examine dans quelle mesure les données des outils de collecte adaptés ainsi que l'approche d'analyse de genre répondent aux normes analytiques et fournissent des recommandations pour de nouvelles améliorations.

I. Objectifs

L'objectif de ce rapport est de décrire l'expérience de pilotage d'un ensemble de questions d'enquête développées aux fins d'évaluer la dynamique entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés, dans le contexte de l'évaluation régionale

¹ Voir Annexe I pour le protocole standard de recherche.

² *Evaluation Régionale de Marché de la crise du Bassin du Lac Tchad* (PAM RBD Juin 2016)

de marché du Bassin du Lac Tchad (PAM, ACF, et al. 2016). Il devrait être utilisé comme un aperçu historique des leçons apprises et des bonnes pratiques à appliquer dans le développement des outils d'évaluation et de suivi en matière de genre et d'autonomisation dans les crises humanitaires.

Le rapport soutient en outre la comparaison dans tous les contextes, où les enquêtes menées dans les régions septentrionales du Cameroun, par exemple, révèlent une image différente de la dynamique de genre dans les marchés du résultat de celle menée à Diffa au Niger. Enfin, le rapport conclut en identifiant les lacunes importantes dans l'approche de l'unité VAM du PAM à l'analyse de genre dans les évaluations du marché au-delà de l'application des outils adaptés de collecte des données et des recommandations d'amélioration.

II. Contexte ³

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le Nord du Nigeria s'est considérablement détériorée, causant ainsi des déplacements massifs de population, non seulement au Nigeria mais aussi dans les pays voisins du Cameroun, Tchad et Niger. Le conflit en cours affecte fortement la sécurité alimentaire dans le nord-est où les moyens de subsistance des populations sont affligés de sévères restrictions. Au regard de cette situation, le RBD du PAM a lancé en 2016, en collaboration avec ACF et d'autres partenaires, une étude de marché régionale dans le Bassin du Lac Tchad.

En même temps que se préparait l'évaluation régionale du marché du BLT, l'équipe VAM du RBD du PAM réalisait une étude pilote sur le Genre et les Marchés pour renforcer la collecte et l'analyse des données sexospécifiques sur les rôles des femmes et des hommes dans les marchés de la région. A la demande du Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest, l'équipe responsable a appuyé l'évaluation régionale du marché BLT en contribuant un

ensemble de questions d'enquête aux questionnaires du marché à mettre en œuvre afin d'évaluer la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés. Cette série de questions a été mise à l'essai pour la première fois dans l'évaluation régionale du marché BLT.

Ces questions reposent sur le travail de Paige Enfinger qui a mené la recherche de sa thèse de maîtrise ainsi que l'étude pilote du Genre et des Marchés. Dans le cadre de ses recherches, Enfinger a conçu une série de questions adaptées issues de l'Indice d'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture (WEAI), de l'Institut international de recherche sur les politiques de l'alimentation (IFPRI, *International Food Policy Research Institute*), de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement (OPHI, *Oxford Poverty and Human Development Initiative*) et de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID, *U.S Agency for International Development*).⁴

La deuxième phase de l'étude est composée d'études de cas pour tester et s'appuyer sur les résultats obtenus dans plusieurs contextes et sous-régions. L'objectif principal de cette phase est de développer des exemples concrets de besoins communs d'information sur le genre et le marché, ainsi que les contraintes et outils pour répondre à ces besoins.

Au cours de l'Initiative Régionale du Genre et des Marchés, l'équipe VAM du RBD a organisé l'atelier « Analyse du Genre, Autonomisation des Femmes et Action Humanitaire » en guise de forum d'échange des résultats obtenus avec les partenaires. L'objectif général de l'atelier était de rassembler divers acteurs de la région engagés dans l'analyse de genre pour discuter et partager les bonnes pratiques, les leçons apprises et les dispositions futures à prendre en utilisant l'Initiative Genre et Marché du PAM de l'Afrique de l'Ouest comme point de départ. Ce fut

³ Pour un aperçu détaillé du contexte global dans le BLT, le contexte du genre et sa relation au conflit armé, aux déplacements, à l'insécurité alimentaire, et au changement climatique, voir les Annexes II et III.

⁴ Voir : [Women's Empowerment in Agriculture Index \(WEAI\) Resource Centre](#) (IFPRI)

l'occasion pour tous les participants de se pencher sérieusement sur les lacunes et les risques et identifier les stratégies de réponse pour renforcer l'analyse de genre pour l'action humanitaire en Afrique de l'Ouest. Au cours de l'atelier, l'analyste de marché régional du VAM, Matthieu Tockert, a présenté l'étude de cas du Bassin du Lac Tchad.

III. Méthodologie

L'approche méthodologique employée pour soutenir le pilotage des questions destinées à évaluer la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés pendant une crise humanitaire peut être divisée en 4 parties :

1. Recherche et développement des questions proposées et adaptées du WEAI pour évaluer l'autonomisation des femmes

Dans le cadre de la recherche de sa thèse de maîtrise, Paige Enfinger, de l'Université Roma Tre en Italie, a rejoint l'équipe VAM du RBD du PAM engagée dans l'Initiative Genre et Marchés pour mener une enquête sur la façon dont le PAM pourrait mieux intégrer le genre et l'autonomisation des femmes dans les cadres analytiques du VAM. Les principaux résultats de la recherche d'Enfinger sont (i) l'identification de l'Indice d'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture (WEAI) comme un modèle prometteur sur lequel s'appuyer, et (ii) le développement d'une série de questions empruntées au WEAI et adaptées au contexte humanitaire et de marché. La recherche et série de questions proposées par Enfinger pour évaluer la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes sur les marchés a ouvert la conversation sur la façon dont le PAM d'Afrique de l'Ouest pourrait renforcer l'analyse de genre, et commencer à intégrer les questions dans les évaluations en cours et celles à venir.

2. Adoption, adaptation et intégration des questions proposées dans les questionnaires du marché

Après les discussions déclenchées par le travail d'Enfinger, l'équipe VAM du RBD s'est engagée à intégrer ces questions dans l'évaluation de marché régionale de haut niveau qui doit être conduite dans le BLT avec ACF et d'autres partenaires. En utilisant les directives du WEAI, la spécialiste en genre du VAM a davantage adapté les questions proposées par Enfinger pour les insérer dans les questionnaires de marché des informateurs clés, commerçants et transporteurs. Les modifications proposées ont ensuite été présentées au Conseiller Régional des Marchés, à l'Analyste Régional des Marchés, et au Spécialiste Régional de Gestion de l'Information. Au cours de plusieurs réunions à haut rendement entre les quatre, une dernière série de questions a été choisie et intégrée dans les outils finalisés de collecte de données.

En plus des questions proposées, les questionnaires ont également été améliorés pour être plus sensibles au genre et pour générer des informations qui pourraient être plus soigneusement ventilées par sexe et par âge au cours de la phase d'analyse.

Pour soutenir les collègues et partenaires engagés dans des activités similaires, une note technique a été ensuite développée pour donner un aperçu des ajouts et ajustements apportés aux questionnaires traditionnels du marché. La Note Technique sur l'utilisation d'enquêtes d'évaluation de marché intégrant le genre et l'autonomisation (mars 2016) et les questionnaires de données améliorés sont disponibles en anglais et en français dans la section Genre du Centre de Ressources VAM.⁵

3. Analyse et rapport des données recueillies en utilisant des questionnaires ajustés

Après l'achèvement de la phase de collecte des données de l'évaluation du marché régional au BLT, un consultant expert a été recruté pour mener

⁵ Centre de ressources VAM : l'analyse de genre dans les marchés ; [PAM. Note technique sur l'utilisation des enquêtes d'évaluation du marché sexospécifiques et l'autonomisation intégrée. PAM RBD VAM Genre + Marchés. Mars 2016](#)

l'analyse et les phases de rapports. Le consultant a également été chargé de se soumettre à une analyse de genre en utilisant les informations recueillies et, particulièrement, pour évaluer dans quelle mesure les outils de collecte de données révisés soutiennent adéquatement une analyse de genre approfondie et l'évaluation de l'autonomisation des femmes sur les marchés.

Pour soutenir l'analyse des données quantitatives de l'évaluation du marché régional au BLT, une étude documentaire a été menée par Enfinger pour fournir une perspective qualitative et anthropologique plus approfondie en utilisant une analyse socio-économique de la région du BLT. L'examen porte sur les facteurs régionaux de l'environnement, les conflits armés, les déplacements, la sécurité alimentaire, et le genre. Plus important encore pour ce rapport, l'examen fournit un contexte global de la situation des marchés du BLT et permet une meilleure compréhension de la façon dont la situation de genre dans la région influe sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans les activités de marché et des défis auxquels sont confrontés ces commerçants en fonction de leur sexe et âge, et d'autres caractéristiques.

4. Evaluation des résultats

Dès la réception du premier brouillon du rapport d'évaluation du marché régional BLT, l'équipe régionale VAM a commencé à fournir au consultant expert un soutien des capacités techniques d'analyse de genre, afin de renforcer l'analyse sur la dynamique entre les sexes et l'autonomisation des femmes et de mieux comprendre les expériences et leçons potentielles apprises en utilisant les questions pilotées. Alors que le rapport a suffisamment ventilé les données sur les préférences commerciales, les pratiques et les défis, il y a des lacunes en termes d'analyse qualitative pour expliquer les modèles et habitudes identifiées. Il y avait aussi peu d'analyses menées sur les résultats collectés en utilisant les

questions pilotées, et aucun engagement avec les recenseurs pour évaluer leurs expériences en utilisant les questions.⁶

Enfin, pour acquérir une compréhension globale du processus de pilotage, de la méthodologie adoptée, des limitations, des bonnes pratiques identifiées et des leçons apprises, la spécialiste régionale du Genre VAM a été consultée et y a apporté sa contribution. Cette contribution a ensuite été examinée et approuvée par les autres membres participant au niveau régional, en particulier, le conseiller régional du marché, l'analyste de marché et la spécialiste de gestion de l'Information. Enfinger a également été consultée pour ses intrants, compte tenu de son rôle influent tout au long du processus.

IV. Limites

L'une des principales limites des résultats de l'enquête recueillies est la surreprésentation des hommes dans l'échantillon de l'enquête. La part des femmes dans les deux échantillons (commerçants et transporteurs) est faible, à l'exception de l'échantillon du Cameroun où les femmes représentent 48% des commerçants, suivi du Tchad (23%), du Nigeria (11%) et du Niger (<1%). Les femmes sont presque totalement absentes du secteur des transports où moins de 2% des transporteurs interrogés sont des femmes. Les auteurs de l'évaluation ont reconnu que la faible part des femmes commerçantes dans l'échantillon ne reflète pas nécessairement la situation réelle au marché car l'enquête n'est pas représentative au niveau du marché. Avoir un échantillon représentatif de commerçants au niveau du village ou du marché est très difficile dans les pays en développement où relativement peu d'information est disponible sur le nombre et le type de commerçants travaillant sur le marché tout au long de l'année. La méthode d'échantillonnage pourrait être améliorée si les autorités locales de collecte des impôts du marché avaient un registre des acteurs du marché présents

⁶ Cela est probablement dû au fait que le consultant expert n'a pas participé à la phase de collecte des données et a donc été considérablement mis au défi d'évaluer le succès ou les difficultés rencontrées au cours de cette période.

dans le marché chaque semaine.⁷

Tableau 1: Nombre d'acteurs interviewés par pays et évaluation du marché régional

	Région	Nombre de localités enquêtées	Commerçants		Transporteurs	
			Total	Femmes	Total	Femmes
Cameroun	Extrême Nord	20	296	44%	22	5%
	Nord	4	62	65%	4	0%
Nigéria	Adamawa	9	153	21%	20	5%
	Borno	4	243	16%	45	4%
	Yobe	17	338	2%	60	2%
Niger	Diffa	22	157	1%	130	0%
Tchad	Lac	8	107	29%	8	0%
	Hadjer-Lamis	7	98	20%	6	0%
	Bahr El Gazal	6	83	17%	6	0%
	Kanem	5	82	23%	5	0%
Total		104	1619	21%	306	2%

Source : Crise du Bassin du Lac Tchad. Evaluation Régionale du Marché, Juin 2016

Une autre limitation est que, du fait que c'est le premier exercice de pilotage des questions de WEAI adaptées dans la collecte des données du PAM, aucune indication sur la formation de recenseur ou approche analytique n'était disponible pour soutenir l'équipe d'évaluation. En outre, dans le processus de collecte de données, cette équipe avait une capacité réduite à mener une analyse de genre approfondie et une évaluation sensible au genre en utilisant les questions pilotées. L'équipe régionale VAM, avec l'appui du Spécialiste Régional du Genre du VAM, cherchait à combler ces lacunes en fournissant, dans la mesure du possible, un soutien au cours des phases d'analyse et de rapport.

V. Évaluer le Genre & les Marchés dans la Région du Bassin du Lac Tchad

Le Nigéria est le premier producteur de céréales dans la région, suivi par le Niger, le Cameroun et le Tchad, et il est aussi le premier producteur mondial de manioc. La production du Nigeria de céréales a atteint 20,7 millions en 2015 (USDA, 2016) avec le maïs comptant pour 34% de la production de céréales suivi par le sorgho (30%) et le mil (23%).

Selon le Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural, Yobe, Borno et Adamawa représentaient 18% de la production de sorgho (millet) en 2013, 8% de la production de maïs et 5% de la production de riz, avec Borno étant le plus grand producteur des trois régions. Bien que ces trois régions ne soient pas le panier de grain du Nigéria, elles représentent une part importante de la production de céréales traditionnelles. L'équipe d'évaluation n'a pas réussi à obtenir l'accès aux données les plus récentes sur la production au niveau régional, mais l'insurrection de Boko Haram est susceptible de réduire la production de sorgho et de mil dans ces régions en forçant les agriculteurs à quitter leurs champs. Le Niger occupe le deuxième rang dans la production de céréales des quatre pays, avec une production céréalière de 4,5 millions de tonnes en 2015 divisés entre le mil (70%) et le sorgho (30%). Maradi et Zinder sont les régions productrices principales de céréales du Niger alors que Diffa fait face à un déficit alimentaire structurel car la région compte pour seulement 1% de la production céréalière nationale. Le maïs est une importante culture alimentaire traditionnelle au

⁷ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

Cameroun, classé premier avant le sorgho et le riz en termes de production annuelle. La production de céréales au Cameroun était d'environ 3 millions de tonnes en 2015, desquels le maïs représentait 58% suivi par le sorgho (38%). La production de céréales au Tchad en 2015 a totalisé environ 2,4 millions de tonnes, en baisse de 11% depuis 2014 (2.748.668 MT) et 9% de la moyenne des cinq dernières années (2,687,408 MT). Le sorgho est la principale culture alimentaire contribuant à plus de 45% de la production céréalière suivie par le mil (33%) et le maïs (20%). Parmi les quatre régions tchadiennes considérées dans le sondage, seulement deux fournissent plus d'1% de la production céréalière : Hadjer Lamis et Lac. Elles ont contribué respectivement à 3% et 4,6% de la production nationale de céréales en 2015. Hadjer Lamis est une région productrice de mil et de sorgho alors que Lac est la première région pour le maïs, ce qui représente 30% de la production nationale.⁸

En termes de disponibilité alimentaire, le mil et le sorgho sont les aliments de base au Niger et au Tchad, et dans une moindre mesure au Nigéria et au Cameroun. Selon les dernières données disponibles (FAO, 2016), le mil et le sorgho sont les principales

sources de calories au Niger et au Tchad, où ces deux cultures représentent respectivement 54% et 34% de la consommation totale d'énergie. Au Cameroun, le sorgho est la troisième source de calories derrière le maïs (13%) et le manioc (11%). Au Nigéria, le riz, le manioc, le maïs et le sorgho comptent pour une part similaire dans le régime nigérien (environ 10%). Nous nous attendions à trouver quelques différences entre les régions, mais aucune donnée ventilée était disponible. Le Nord du Cameroun, le Nord du Nigéria, le Tchad et le Niger partagent un calendrier d'agriculture très similaire. Les régions entourant le BLT sont situées dans quatre pays différents, mais elles partagent un calendrier d'agriculture très similaire centré sur la récolte de céréales qui commence en Octobre et dure jusqu'en Décembre (Tableau 2). Les agriculteurs vendent une partie de leur production à la récolte pour répondre à leurs besoins financiers et le reste est stocké à la ferme jusqu'à la prochaine saison. Les grossistes détiennent des stocks de céréales pour des périodes généralement courtes n'excédant pas six mois. Les pouvoirs publics gèrent également les stocks alimentaires qui sont générés au début de l'année (Janvier à Mars), et qui sont destinés à être vendus sur le marché dans les mois suivants.⁹

Tableau 2: Calendrier d'une année typique de commercialisation des céréales au Sahel

Récolte			Récolte hors-saison					Utilisation du stock national de sécurité alimentaire			Récolte
Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept
Grandes provisions de céréales localement produites sur marchés							Soudure Pastorale	Soudure Agricole			
		Niveau maximum de demande institutionnelle						Marchés dans le Sahel fournis par les grandes réserves de commerçants			

Source: Few's Net

⁸ Extrait de : *Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché* (PAM RBD Juin 2016).

⁹ *Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché* (PAM RBD Juin 2016)



1. Rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur agricoles

Pour évaluer les différents rôles, capacités et vulnérabilités des commerçantes contre ceux des commerçants et autres acteurs du marché, l'évaluation de marché régionale LBT a intégré l'analyse de genre tout au long du processus. Les données primaires montrent que la place des femmes dans le commerce agricole varie selon les pays. Les femmes représentent près de la moitié des commerçants interrogés au Cameroun alors qu'elles représentent moins de 20% de ceux des autres pays. Dans l'ensemble, les femmes sont plus susceptibles d'être des détaillants que des grossistes et sont moins susceptibles d'avoir des employés.¹⁰

De nombreux marchés et structures commerciales reflètent les systèmes d'autorité traditionnels qui sont caractérisés par le prestige des hommes dans leur communauté. Selon la Commission du Bassin du Lac Tchad, les principales activités économiques de la région sont liées à l'agriculture, la pêche, l'élevage et le commerce régional. Le secteur primaire emploie plus de 80% de la population active. La connexité des marchés et des flux commerciaux

représente un enjeu économique majeur. Les routes commerciales traditionnelles sont les lignes de vie supportant l'environnement vaste et aride du BLT. La demande dépasse généralement l'offre et les acheteurs représentent une vaste gamme de tribus. Par exemple au Nigéria, pour la vente de poisson fumé et séché, des intermédiaires ou "belbela" sont engagés pour traiter avec certains commerçants au nom des pêcheurs. En règle générale, les experts locaux sur les prix du poisson, ou "Fatoma," aident les acheteurs en évaluant les belbelas pour leur fiabilité dans le commerce.¹¹

Les divisions entre les sexes dans les activités de marché reflètent les disparités de genre générales existantes dans les quatre pays du Bassin du Lac Tchad. Selon les résultats de l'évaluation, la participation des femmes dans le commerce agricole semble être faible et les femmes sont plus souvent des détaillantes que des grossistes. Les femmes représentent une faible part des commerçants, en particulier au Niger où une seule commerçante est incluse dans l'enquête.

Tableau 3 : Proportion de femmes, par type de commerce et par pays*

		Cameroon		Chad		Nigeria		Niger	Total	
		Total	% Femmes	Total	% Femmes	Total	% Femmes	Total	Total	% Femmes
Détaillants	Nb	245	65	275	29	500	12	116	1136	27
	%	67.87		66.75		60.02		61.05	63.25	
Grossistes	Nb	114	11	124	3	332	7	69	639	6
	%	31.58		30.10		39.86		36.32	35.58	
Collecteurs	Nb	2	50	13	8	1	0	5	21	10
	%	0.55		3.16		0.12		2.63	1.17	
Total	Nb	361	48	412	21	833	10	190	1796	19
	%	100		100		100		100	100	

Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

* Note : un commerçant qui est aussi bien détaillant que grossiste est compté deux fois dans le tableau. Ce tableau prend en compte le nombre de magasins engagés dans le détail et le gros plutôt que le nombre de commerçants.

¹⁰ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

¹¹ Id.

Bien que nous ne puissions pas tirer des conclusions sur l'ensemble de la population sur la base de cette enquête qui n'est pas représentative du marché, les données suggèrent encore que les femmes prennent une part plus active dans le commerce agricole au Cameroun que dans les autres pays voisins du BLT.

Le calendrier de l'enquête peut jouer un rôle dans la faible participation des femmes dans le commerce. Les femmes ont généralement un faible accès au financement (SFI, 2011) et sont plus susceptibles de vendre des produits agricoles de façon saisonnière, après la récolte qui commence généralement en Septembre. En outre, le rôle des femmes dans le commerce est façonné par les normes sociales. Au Niger, les femmes vendent généralement des condiments et des repas à d'autres femmes (De Sardan, 2011), car les femmes sont en charge de l'achat des condiments. Dans le nord du Nigéria, le rôle des femmes varie selon le groupe ethnique, mais les femmes sont souvent impliquées dans les activités post-récolte telles que le nettoyage et le tri des grains pour y éliminer les impuretés.¹²

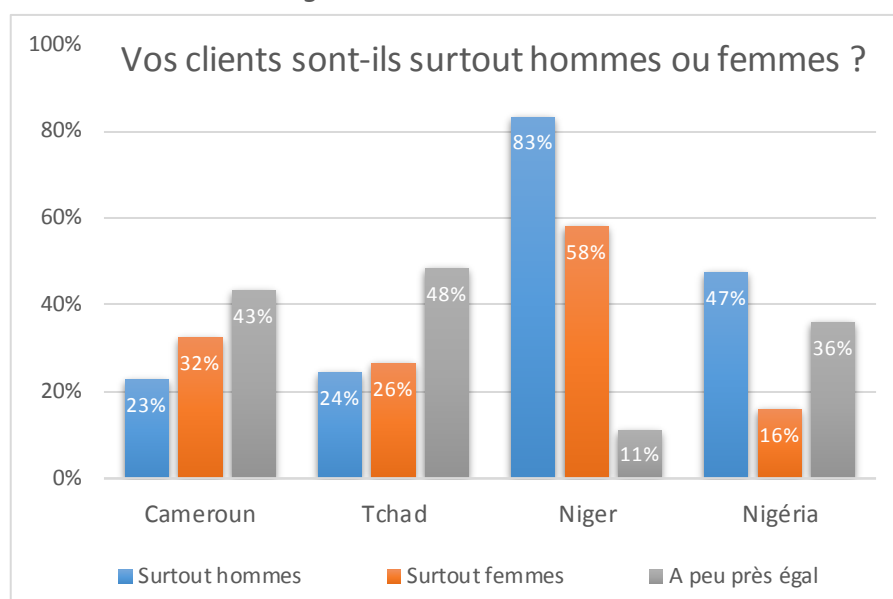
Comme le montre le tableau 3 ci-dessus, un fort déséquilibre des sexes existe entre les détaillants et les grossistes. Les femmes impliquées dans le commerce agricole sont plus susceptibles d'être des détaillants, même au Cameroun où les femmes apportent une grande contribution au commerce.

Les femmes représentent seulement 11% des grossistes au Cameroun alors qu'elles constituent 65% des détaillants. Le petit nombre de commerçants de regroupement sur les marchés est dû à la période de l'enquête de marché régional qui a été réalisée plusieurs mois après la récolte des céréales. Les femmes commerçantes sont moins susceptibles d'avoir des employés et la plupart des employés sont des hommes. Plus de la moitié des commerçants emploient des gens dans leur entreprise, mais les différences entre les pays sont grandes. Le Nigéria est de loin le pays où la plus grande part des commerçants ont des employés (79%), suivie par le Niger (53%), le Tchad (47%) et le Cameroun (13%). Les femmes sont moins susceptibles d'avoir des employés, ce qui est cohérent avec le fait que la plupart des femmes sont des détaillants. Seulement 23% des femmes commerçantes ont des employés par rapport à 63% des commerçants hommes. L'écart entre les sexes est le plus grand au Tchad, où 55% des commerçants ont des employés contre 19% des commerçantes. La plupart des employés des commerçants sont des hommes. La part des femmes salariées va de 3% au Niger à 16% au Tchad, ce qui renforce l'idée que les femmes ne prennent pas une part active dans le secteur des céréales dans les régions entourant le Bassin du Lac Tchad.¹³

¹² *Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché* (PAM RBD Juin 2016)

¹³ Id.

Figure 1. Sexe de la clientèle



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (Juin 2016)

Au Niger, le taux de participation des femmes en tant que commerçantes, employées et clientes sont les plus bas des quatre pays. En revanche, la répartition déclarée de clients entre « essentiellement hommes » et « essentiellement femmes » au Tchad et au Cameroun est à peu près égale, et le cas le plus fréquemment rapporté pour les deux pays était un juste équilibre entre les clients femmes et hommes (Figure 3). Les raisons qui expliquent la faible participation des femmes dans le commerce agricole dans la région sont multiples. Une contrainte importante est la conception répandue que les responsabilités domestiques et reproductives des femmes constituent leur rôle principal. Une deuxième contrainte est que les femmes sont confrontées à des obstacles d'accès financiers qui les empêchent d'étendre leurs activités. Selon un rapport publié en 2011 par la SFI, l'accès au financement pour les femmes est limité par des barrières non financières. L'environnement juridique et réglementaire, la qualité des infrastructures disponibles, l'éducation et les normes sociales

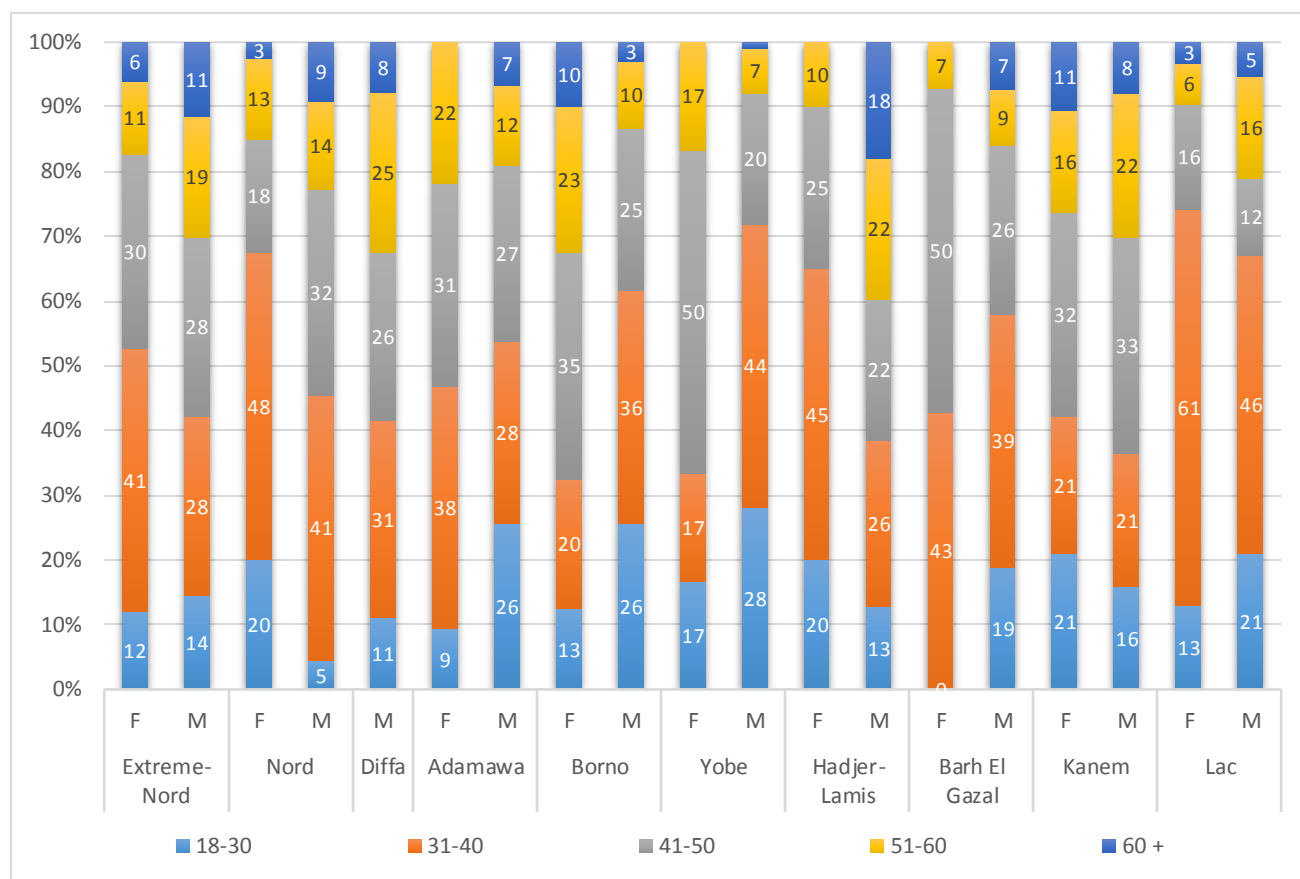
déterminent les besoins de capitaux des femmes ainsi que leur capacité à obtenir ces financements.¹⁴

En termes d'âge, la plupart des commerçants interrogés sont âgés entre 30 et 50 ans. La part des commerçants en dessous de 30 ans est plus élevée pour les détaillants que pour les grossistes et environ un tiers des femmes commerçantes dans l'Etat de Borno a moins de 50 ans. Au Nigéria, la part des commerçants en dessous de 30 ans est plus élevée que dans les autres pays, mais ce sont pour la plupart des hommes et des détaillants. La part des femmes commerçantes âgées de moins de 40 ans est supérieure à 50% au Cameroun et dans deux régions du Tchad (Hadjer-Lamis et Lac), mais seulement un tiers des femmes commerçantes a moins de 40 ans à Borno et Yobe (Figure 4). À Borno, 33% des femmes commerçantes ont plus de 50 ans, ce qui reflète le fait qu'il est plus socialement acceptable pour les femmes âgées de travailler en tant que commerçantes que pour les femmes plus jeunes.¹⁵

¹⁴ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

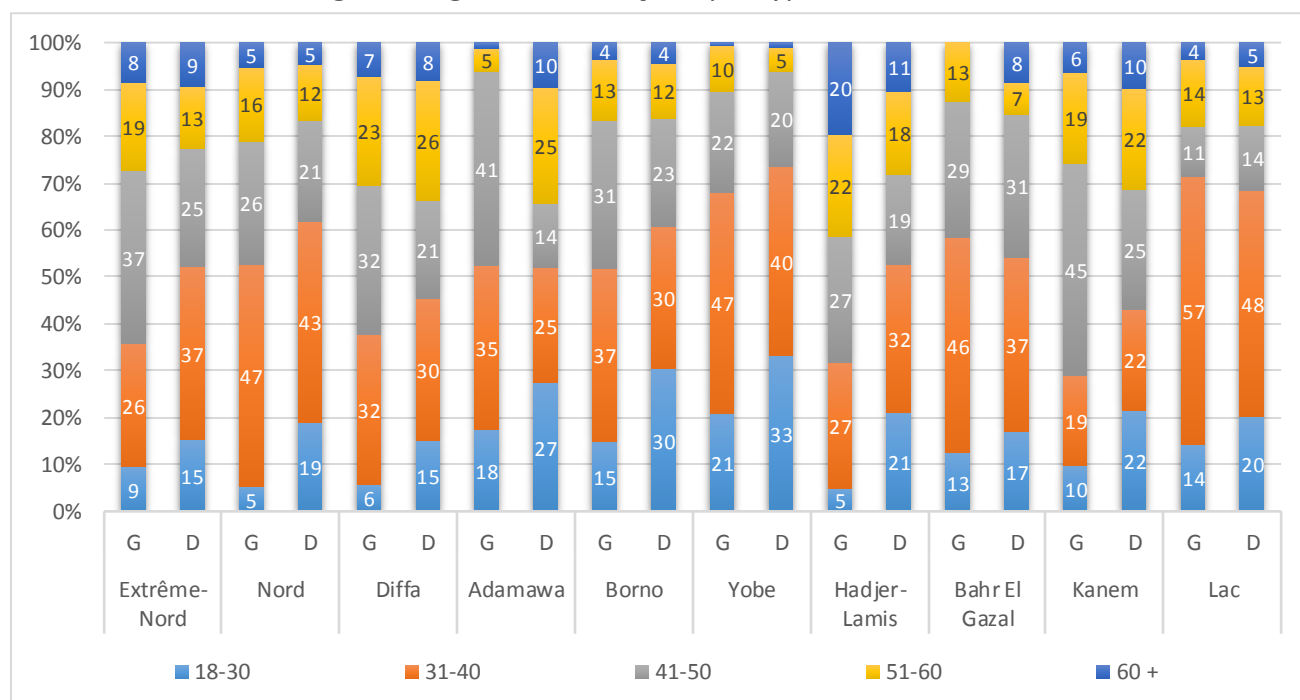
¹⁵ *Id.*

Figure 2. Age du commerçant, par sexe



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (Juin 2016) Note : F = Femmes ; H = Hommes.

Figure 3. Age du Commerçant, par type de commerce

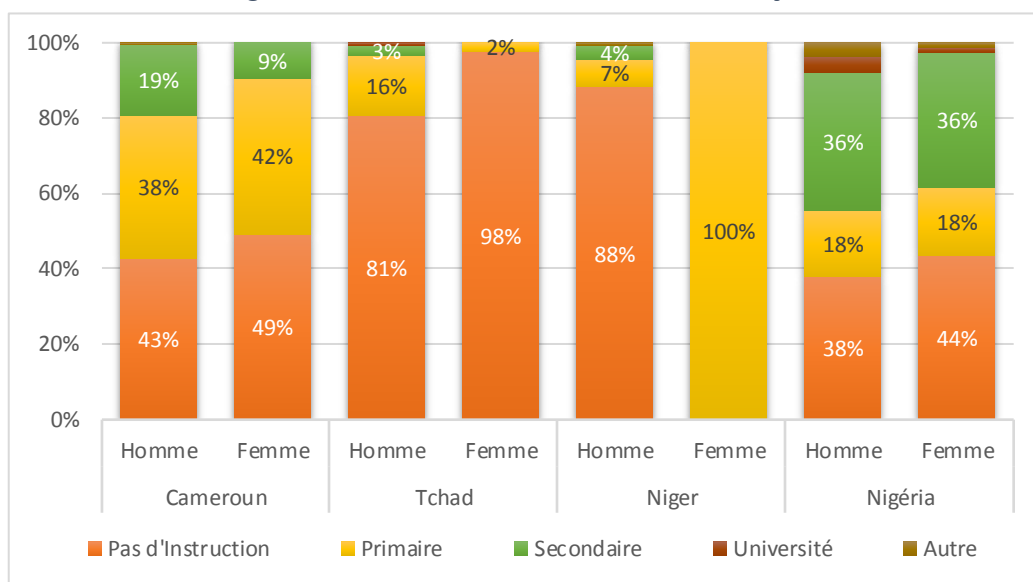


Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (Juin 2016) Note : G = Grossiste ; D = Détaillant

Les commerçants ont très faible niveau d'instruction au Tchad et au Niger par rapport au Cameroun et au Nigéria. Au Tchad et au Niger, respectivement 85% et 88% des commerçants n'ont jamais été à l'école formelle. Le Cameroun et le Nigéria se distinguent, avec plus de la moitié des commerçants interrogés ayant été au moins à l'école primaire. Au Nigéria, 4% des commerçants ont fréquenté l'université (Figure 4). Au Tchad, l'accès à l'école formelle semble limité pour les femmes car seulement 2% des femmes commerçantes ont fréquenté l'école primaire

comparé à 16% des commerçants hommes. Dans notre échantillon, le pays avec la plus grande inégalité entre les sexes dans l'éducation primaire – mesurée par l'Indice de Parité entre les Sexes (IPS) est le Tchad (Institut des Statistiques de l'UNESCO). Les écoles coraniques jouent un rôle important au Niger et au Nigéria, en particulier pour les hommes, où respectivement 48% et 25% des commerçants de sexe masculin ont fréquenté des écoles coraniques dans ces pays.¹⁶

Figure 4. Niveau d'instruction des commerçants



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (Juin 2016)

¹⁶Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)



2. Défis et contraintes spécifiques des femmes et des hommes pour leur inclusion économique dans les marchés

L'Évaluation Régionale du Marché du Bassin du Lac Tchad a mis en lumière les principales contraintes et défis spécifiques auxquels les hommes et les femmes sont confrontés lors de leur inclusion économique sur les marchés. Cette évaluation est complétée par des informations tirées des documents du programme du Sahel d'ONU Femmes pour le Renforcement de la Résilience Économique des Femmes (SWERP, *Strengthening Women's Economic Resilience Programme*). Au Tchad, les intervenants consultés lors de la collecte de données primaires pour le Programme SWERP ont confirmé que les femmes rurales ont également un accès limité aux marchés. Ceci est en partie expliqué par le manque d'installations de manutention après-récolte appropriées telles que le stockage, les unités de traitement, le manque de pièces de refroidissement, l'emballage des produits et des installations de transport. Les organisations de femmes rurales dans le secteur de l'agriculture souffrent d'un manque de leadership et de capacités organisationnelles nécessaires à leur gestion et leur efficacité. À la suite de consultations au niveau du pays, il est apparu évident qu'une telle carence constitue un besoin légitime de soutien aux femmes rurales. La charge de travail des femmes au niveau des ménages est plus lourde en raison de tâches domestiques comme aller puiser de l'eau, s'occuper des enfants, collecter du bois de chauffage, et préparer les repas. Le manque de sources alternatives d'eau et d'énergie empêche les femmes d'être productives dans d'autres activités génératrices de revenus. En outre, la majorité des femmes sont également affectées par d'autres facteurs structurels tels que la pauvreté, la charge de travail plus lourde, et l'accès limité aux services fondamentaux tels que la santé, les ressources de

production (cf., les intrants, les crédits et les services de vulgarisation). L'augmentation de la charge de travail domestique causée par la rareté des ressources, telles que l'eau pour la survie des ménages, force les femmes et les filles du Bassin du Lac Tchad à passer un temps réduit sur les activités économiques. Tous ces facteurs limitent la capacité des femmes à faire face aux effets du changement climatique et de l'insécurité alimentaire.¹⁷

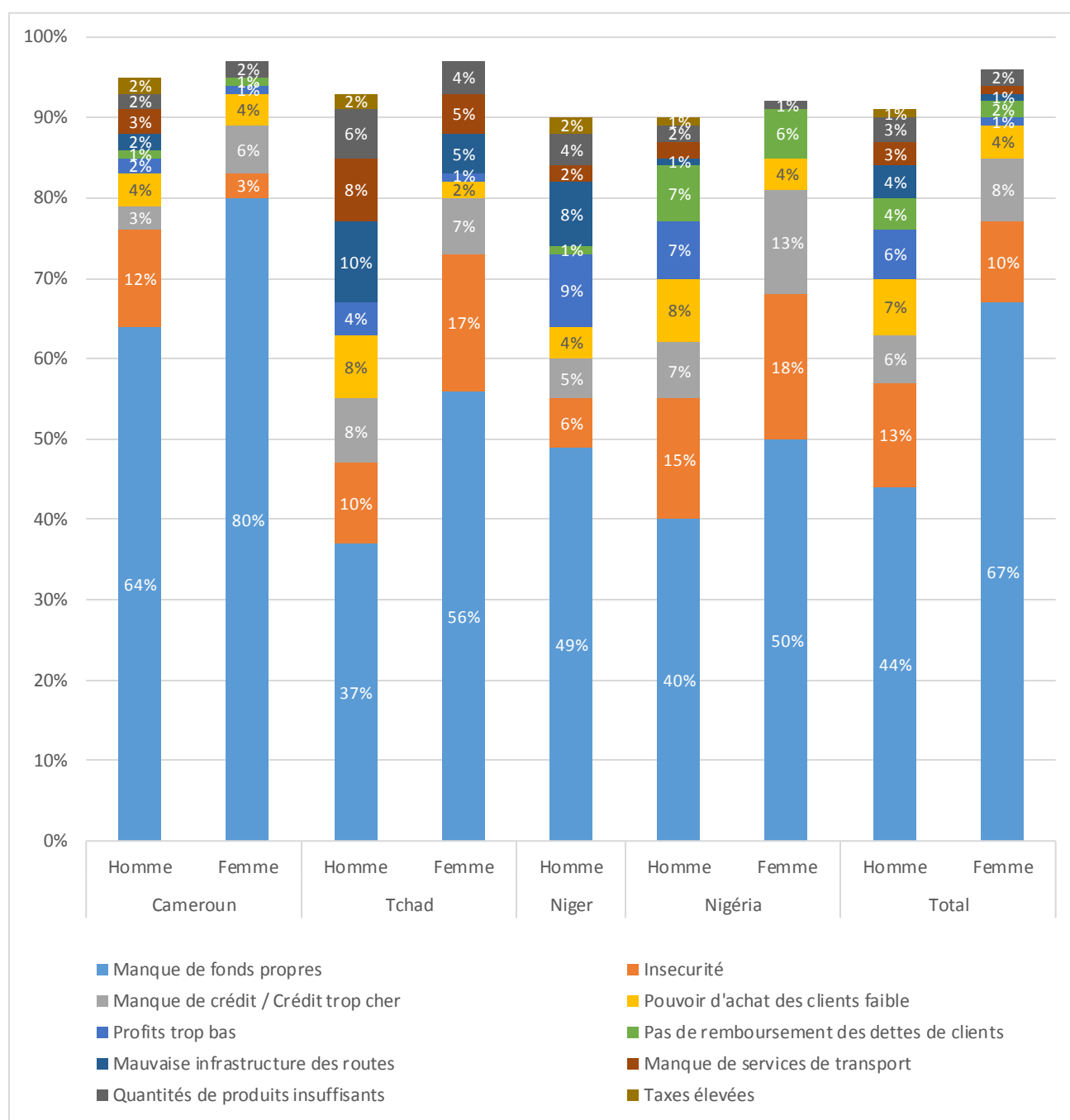
1. Manque de capital

Globalement, le manque de capitaux propres est la principale contrainte pour les commerçants qui l'identifient largement comme étant leur première contrainte, suivie par l'insécurité. Les commerçantes femmes semblent souffrir plus que les hommes du manque de capitaux et de crédit. En effet, 67% des femmes commerçantes ont signalé un manque de fonds propres et de crédit suggérant que les femmes sont confrontées de manière disproportionnée à des obstacles d'accès financiers qui les empêchent de participer au commerce des produits agricoles. En revanche, les femmes sont moins préoccupées par les faibles marges de profit et la baisse du pouvoir d'achat de la clientèle que les hommes.

Au Cameroun, le manque de capitaux est la principale contrainte de 71% des commerçants, alors que seulement 41% des commerçants nigériens et tchadiens ont cité le manque de capital comme première préoccupation. Cette différence provient du fait que l'insécurité est ressentie comme la principale difficulté de seulement 7% des commerçants camerounais contre, respectivement, 12% et 17% des commerçants tchadiens et nigériens.

¹⁷ Projet de Stratégie Intégrée des Nations Unies (ONU Femmes 2016) - *Résilience économique des femmes et filles rurales dans le G5- Région du Sahel- Accélérer la résilience économique des femmes et des filles dans les zones rurales les plus touchées par la sécheresse et les changements climatiques dans les cinq pays prioritaires du Sahel (SWERP)*

Figure 5. Les 10 plus grandes contraintes des commerçants, par sexe



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad. Evaluation Régionale du Marché, Juin 2016

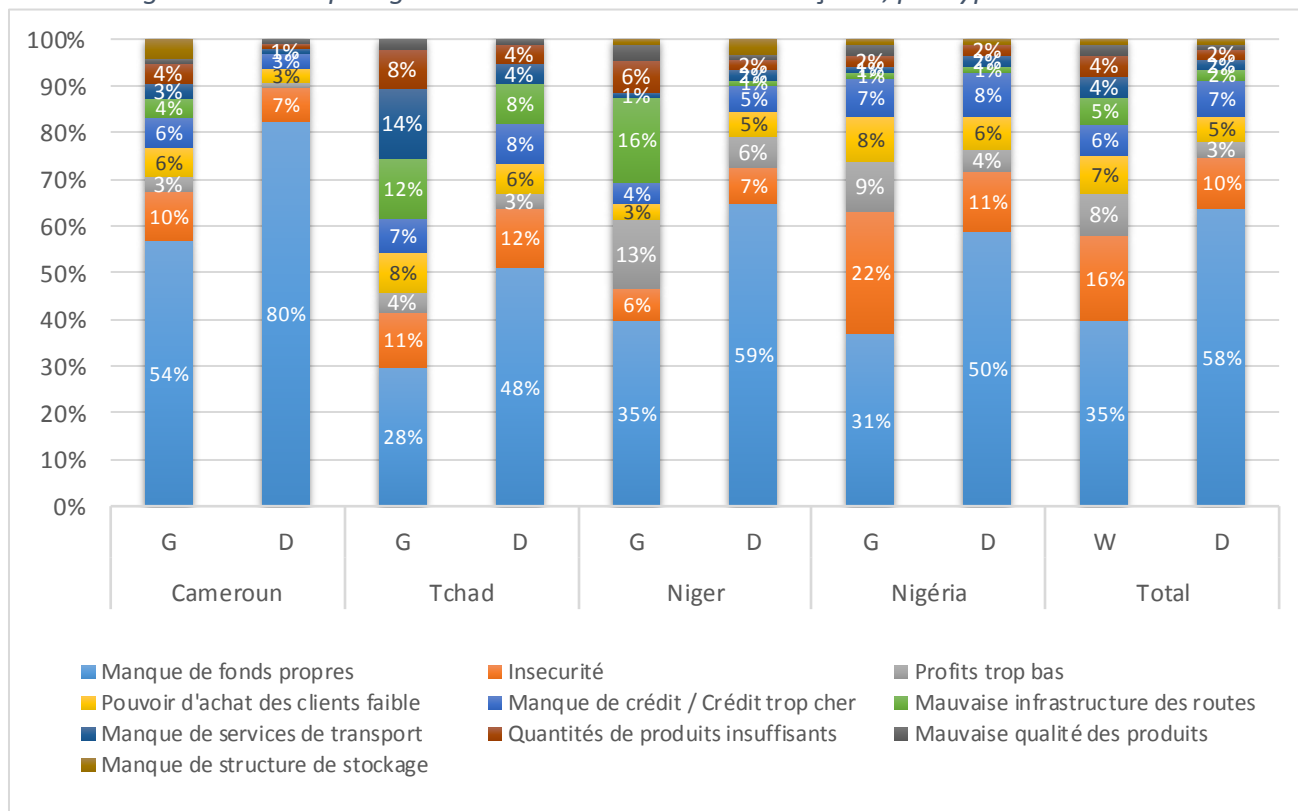
Alors que les grossistes identifient le manque de capital propre comme étant leur contrainte principale, ce facteur est une contrainte encore plus importante pour les détaillants. En revanche, au moins pour le Cameroun et le Nigéria, les grossistes semblent plus préoccupés par l'insécurité que les détaillants. Comme les grossistes doivent acheter en grandes quantités pour revendre aux détaillants, ils

dépendent beaucoup des transporteurs pour leurs approvisionnements, en conséquence, sont plus affectés par l'insécurité et le harcèlement qui limitent les activités des transporteurs. De même, la mauvaise infrastructure routière et le manque de services de transports sont des contraintes surtout ressenties par les grossistes. Au Nigéria et au Cameroun, l'insécurité occupe le deuxième rang en

termes de contraintes d'affaires pour les grossistes tandis que l'insécurité apparaît seulement en

quatrième position au Tchad et au Niger.¹⁸

Figure 6. Les 10 plus grandes contraintes des commerçants, par type de commerce



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché, Juin 2016

2. Accès aux marchés et flux de commerce

La position des femmes dans la chaîne de valeur agricole (cultures, élevage et pêche) reste un défi majeur, en particulier en termes d'accès aux ressources productives, à la transformation et à la commercialisation (à l'intérieur et à l'extérieur du pays). Les femmes et les filles souffrent plus de chocs liés à l'insécurité alimentaire en raison de leur accès limité aux facteurs de production adaptés aux environnements plus hostiles. Selon la Banque Mondiale, l'accès des femmes aux facteurs de production et la réduction des inégalités dans les zones rurales pourrait augmenter de 10 à 20% la production alimentaire en Afrique sub-saharienne.

L'utilisation adéquate des opportunités de marché a également été identifiée comme un facteur contraignant majeur pour la résilience économique des femmes. D'autres problèmes identifiés sont le manque d'accès à l'information sur le marché, la capacité limitée à identifier les chaînes de valeur rentables, le manque de compétences entrepreneuriales, et une capacité limitée à créer des liens commerciaux entre leurs coopératives et les agro-commerçants potentiels ou les marchés d'exportation. Au Tchad, par exemple, l'une des organisations de femmes visitées (Programme SWERP) a des liens avec le marché aux États-Unis pour le beurre de karité bien que l'offre dépasse maintenant la demande. Ceci est une chaîne de

¹⁸ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

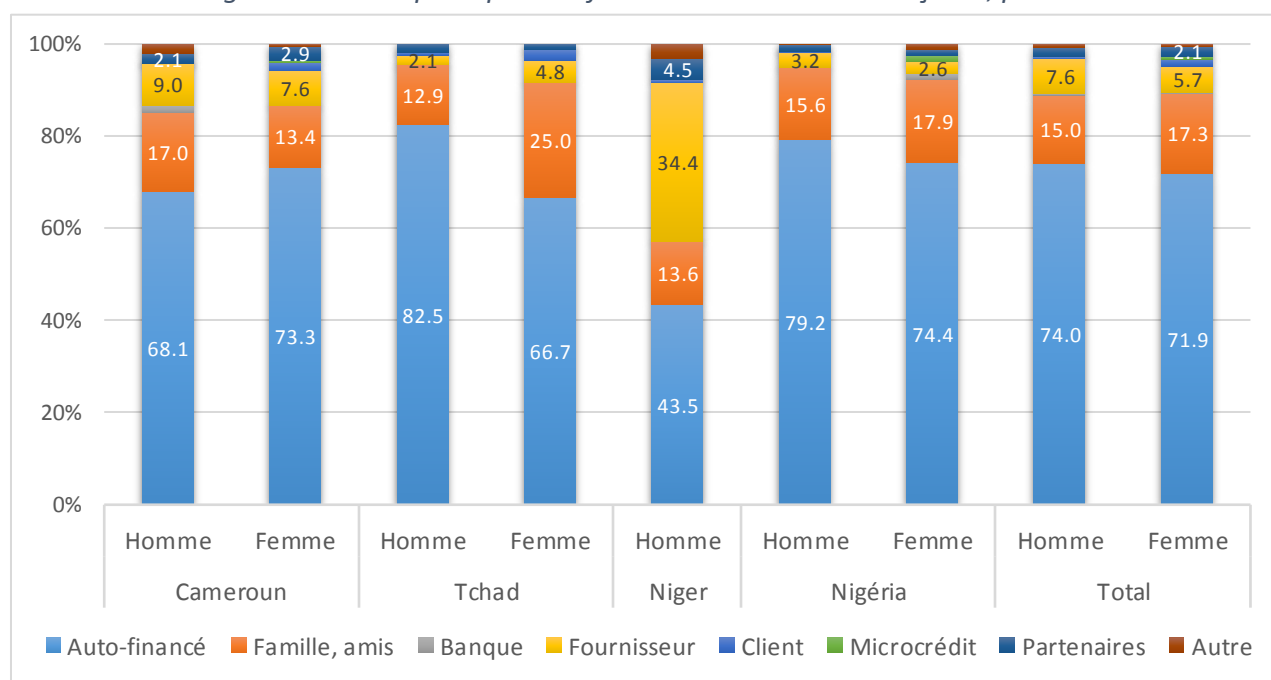
valeur potentielle qui peut être bénéfique pour la plupart des femmes rurales dans la région du Bassin du Lac Tchad vu que le « l'arbre de karité » existe dans la plupart des pays voisins. Le beurre de karité peut être utilisé à des fins multiples et plusieurs actions peuvent être entreprises pour permettre aux organisations de femmes d'accéder à plus de marchés réguliers pour écouler leurs produits.¹⁹

3. Accès au financement et au crédit

L'autofinancement est la principale source de financement pour les commerçants dans chaque pays. La deuxième source de financement est généralement la famille et les amis, sauf au Niger où 34% des commerçants dépendent de la ligne de crédit de leurs fournisseurs. Au Niger, les réseaux

sociaux et l'ethnicité jouent un rôle important dans la fourniture de crédit²⁰. Au Tchad, les femmes commerçantes comptent davantage sur la famille et les amis en tant que source de financement, car elles ne semblent pas en mesure d'auto-financer leurs activités. Alors que la moitié des commerçants nigériens a un compte bancaire, presque aucun d'entre eux n'a accès au crédit formel. Les données ne montrent pas d'écart entre les sexes au Nigeria dans l'accès au compte bancaire : 52% des femmes commerçantes ont déclaré avoir un compte bancaire contre 54% des commerçants. Dans les autres pays, moins de 10% des commerçants ont un compte bancaire et le déséquilibre entre les sexes se trouve au Cameroun avec seulement 5% des femmes ayant un compte bancaire contre 12% des hommes.²¹

Figure 7. Source principale de financement des commerçants, par sexe



Source: Lake Chad Basin Crisis. Regional Market Assessment, June 2016

L'achat de stocks sur crédit est pratique courante au Niger et au Nigéria où les réseaux de commerçants jouent un grand rôle dans le commerce agricole. Une partie importante de commerçants nigériens et

nigériens, respectivement 68% et 78%, achètent leurs stocks à crédit. Comme mentionné précédemment, les réseaux interpersonnels, l'origine ethnique et le crédit sont étroitement liés

¹⁹ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

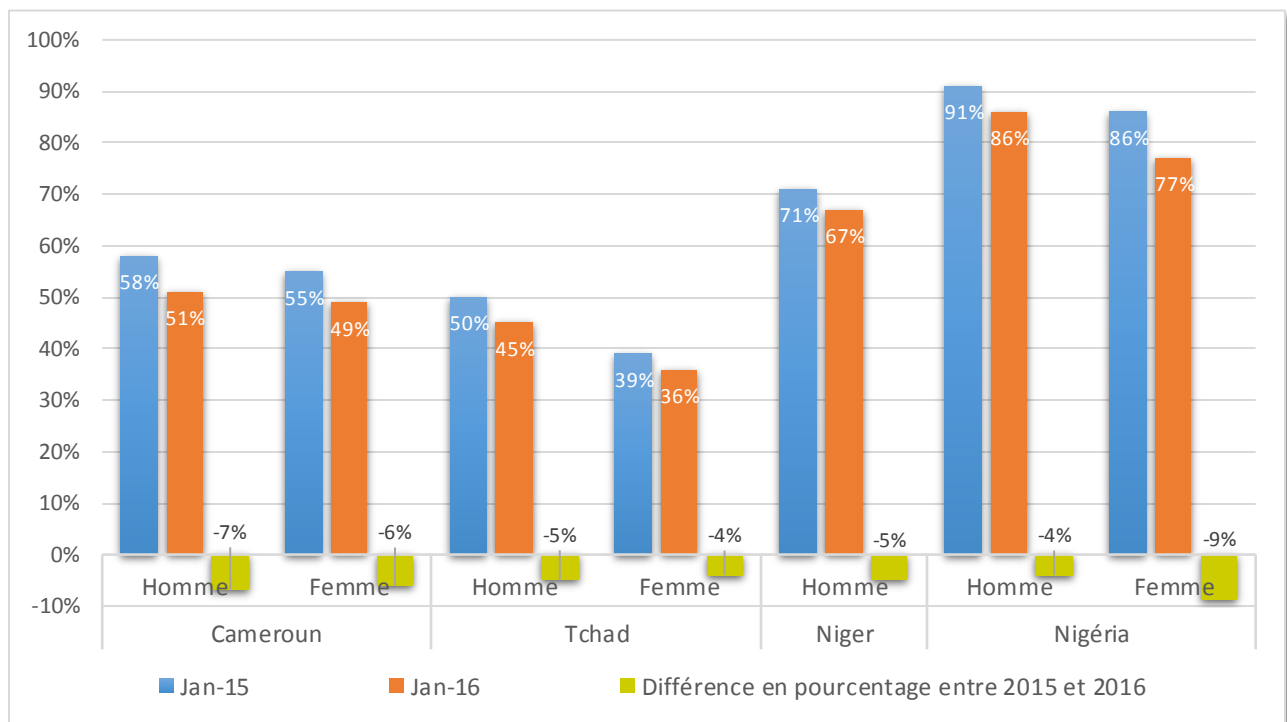
²⁰ (Aker et al., 2010)

²¹ Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

au Niger et au nord du Nigéria. Cette pratique est moins fréquente au Cameroun et au Tchad, où seulement 37% des commerçants achètent leurs stocks à crédit. Les modalités de remboursement varient selon les pays. Alors qu'au Niger, au Nigéria et au Cameroun, la grande majorité des commerçants ne paie pas d'intérêt sur le crédit qu'ils obtiennent pour acheter des stocks, seulement 39% des commerçants tchadiens ont déclaré que le taux d'intérêt de leur emprunt était de zéro. En général, les commerçants doivent rembourser leur dette, soit après les ventes (56%), soit en une semaine (28%). Les commerçants font généralement eux-mêmes le choix de prendre un crédit pour financer des activités commerciales. Les données ne suggèrent pas de différence significative entre commerçants hommes et femmes. Les commerçants au Niger et au Nigéria fournissent plus de crédit à leurs clients qu'au Tchad

et au Cameroun et la fourniture de crédit aux clients est plus fréquente chez les commerçants de sexe masculin. Le crédit à la clientèle est plus fréquemment pratiqué par les hommes que par les femmes. Ceci pourrait être expliqué par le fait que les commerçantes femmes ont moins accès au crédit et sont donc plus réticentes à prendre le risque de dettes impayées. La part des commerçants qui offrent une ligne de crédit à la clientèle a légèrement diminué entre janvier 2015 et janvier 2016. La part des commerçants qui octroient des crédits à leurs clients est plus élevée au Niger et au Nigéria qu'au Cameroun et au Tchad, ce qui pourrait refléter un niveau plus élevé de la concurrence entre les magasins au Niger et au Nigéria. L'offre de crédit pourrait être une stratégie utilisée par les commerçants pour retenir les clients et faire face à une forte concurrence.²²

Figure 8. Pourcentage de commerçants qui vendent leurs produits à crédit



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché, Juin 2016

L'incapacité des services bancaires de s'adapter aux conditions socio-économiques auxquelles fait face la

majorité des femmes est une contrainte majeure d'accès aux fonds dont elles ont besoin pour mener

²² Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché (PAM RBD Juin 2016)

à bien leurs activités génératrices de revenus. Les produits de prêts de la plupart des banques ne sont pas destinés à la majorité de la population pour laquelle l'agriculture est la source principale de revenus. Bien que les prêts agricoles soient limités, ils sont toutefois censés financer la production, la transformation et la commercialisation des entreprises spécialisées dans l'agriculture. Les banques sont également réticentes à accorder des crédits en raison des difficultés que les commerçants indépendants ont à rembourser leurs prêts et des données historiques de non-remboursement de crédit. Le fait que les commerçants manquent aussi de pièces d'identité officielles peut également entraver leur accès au crédit.

Les taux d'intérêt restent élevés pour le système bancaire formel et pour la microfinance, ce qui avec le manque de garanties rend l'accès au financement difficile pour les activités commerciales des femmes. Les taux d'intérêt varient entre 8% et 25% : au Niger ils sont entre 20 et 25%, et 23% au Tchad. En outre, les femmes manquent généralement de garanties du fait que les terres appartiennent principalement aux hommes, et les femmes ne disposent pas de titres fonciers qu'elles peuvent utiliser comme garanties bancaires pour les prêts. Ainsi, les commerçants – et surtout les femmes – identifient les taux d'intérêts élevés et le manque de collatéral comme barrière principal à l'obtention de crédit. Mais, en plus de cela, les prêts que les commerçants reçoivent sont souvent insuffisants pour des investissements à grande échelle dans les activités génératrices de revenus. De surcroît, les banques ou la microfinance ne prennent pas en considération la période optimale pour le remboursement des prêts par les femmes qui n'ont vraiment la capacité de rembourser leurs emprunts qu'après avoir effectué

les ventes.²³ Finalement, les femmes ont une connaissance limitée des produits bancaires et de la microfinance disponibles pour accéder au crédit.

4. Stratégie de stock

La saison des pluies est la période de l'année où la plupart des commerçants subissent des pénuries alimentaires, en particulier au Cameroun et dans les régions du Lac et du Kanem au Tchad. Les raisons qui expliquent cela peuvent être que certaines routes sont devenues impraticables pendant la saison des pluies et que les prix montent parce que la récolte de céréales est encore loin. Au Nigeria, la pénurie alimentaire peut même se produire pendant la saison sèche. L'enquête ne nous permet pas de connaître le type de produits touchés par les ruptures de stocks, mais ils sont susceptibles de varier selon les saisons des pluies ou saisons sèches. Comme indiqué précédemment, les commerçants au Tchad, au Niger et au Cameroun vendent une petite variété de produits, ce qui implique que les pénuries peuvent avoir un impact plus fort sur la sécurité alimentaire et les prix dans ce contexte par rapport au Nigeria, où la diversité des produits à la vente est plus grande.²⁴

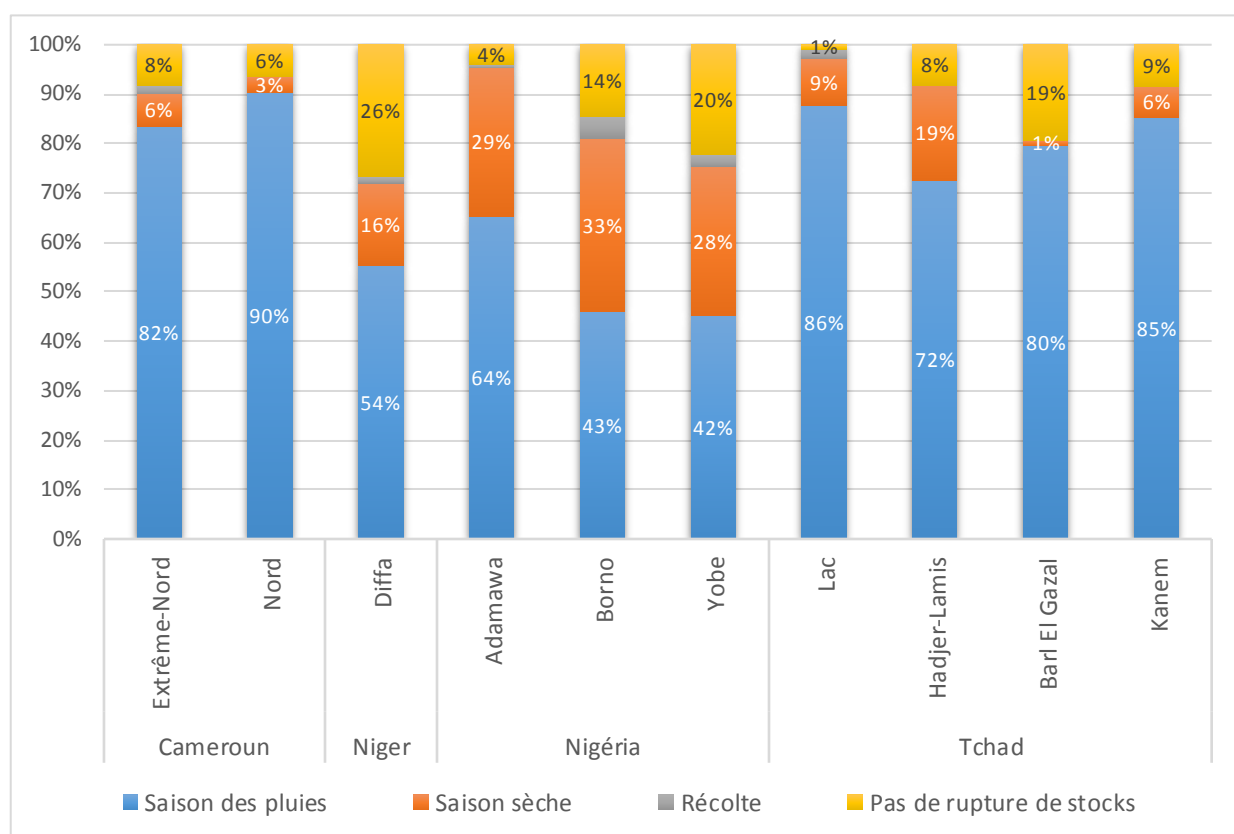
Pendant la période de récolte, les femmes vendent leurs produits à des prix inférieurs car elles ne peuvent pas les conserver jusqu'à ce que la période de hausse des prix qui leur permet de couvrir leurs coûts de production et tirer une marge de profit. Par exemple 1 kg de tomates peut coûter 300 francs CFA après la récolte et le même kilo peut coûter 2000 francs CFA pendant la période sèche.²⁵

²³ *Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché* (PAM RBD Juin 2016)

²⁴ *Id.*

²⁵ *Id.*

Figure 9. Périodes de rupture de stocks des commerçants



Source : Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché, Juin 2016



3. Lacunes et défis du PAM dans l'analyse de genre et le suivi de l'autonomisation des femmes

Une revue de la littérature et des directives du PAM révèle des lacunes dans la façon dont l'organisation évalue et fait le suivi de l'autonomisation. Cela est surtout noté dans les approches fondées sur le marché qui sont de plus en plus appliquées dans l'aide humanitaire du PAM.²⁶ Les approches fondées sur le marché aux programmes tels que l'Achat au Service du Progrès (P4P) et les modalités tels que le Cash et les Bons d'Achat ont augmenté le besoin d'outils plus solides et d'un cadre mieux structuré pour l'évaluation et l'analyse de l'autonomisation (et perte d'autonomie) des femmes pour informer les interventions et atteindre les objectifs d'égalité des sexes du PAM et des Nations Unies.

Evaluation Régionale du Marché dans le Bassin du Lac Tchad²⁷

L'Evaluation Régionale du Marché du BLT a été le premier cas pour lequel les questions adaptées du WEAI ont été intégrées dans une évaluation continue du PAM. Suite à cet exercice, les mêmes questions ont été intégrées dans d'autres questionnaires sur le marché, y compris dans l'Évaluation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Situation d'Urgence du Ghana (EFSA) de 2016. Le tableau ci-dessous reflète les dernières questions intégrées dans les questionnaires d'évaluation des commerçants BLT.

Question	Options de réponses
Qui décide le plus souvent de prendre un crédit pour financer des activités commerciales ?	1=soi-même 2=partenaire/conjoint 3=autre membre du foyer 4=soi-même et autre(s) membre(s) du foyer 5=partenaire/conjoint et autre(s) membre(s) du foyer 6 quelqu'un (ou groupe de personnes) hors du foyer 7=autre
Qui décide le plus souvent du montant de votre revenu généré qui sera consacré à la nourriture pour votre ménage ?	
Qui décide le plus souvent si vous allez vendre ?	
Qui décide le plus souvent du prix auquel vous allez vendre vos produits ?	
Qui décide le plus souvent si vous allez donner gratuitement vos produits ?	
Qui décide le plus souvent ou et de qui acheter ?	
Quel est votre plus grand défi/obstacle pour votre activité dans le futur ?	(Réponse ouverte)
Etes-vous à l'aise pour discuter des problèmes d'activités commerciales en public ?	1=non, pas du tout à l'aise 2=oui, mais difficilement 3=oui, mais avec un peu de difficulté 4=oui, assez à l'aise 5=oui, très à l'aise

Les questions élaborées et questionnaires révisés sont destinés à servir de bonnes pratiques pour les bureaux de pays qui ont l'intention de concevoir des

évaluations du marché sexospécifiques et intégrant l'autonomisation, pour le PAM ou ses partenaires. Les questionnaires du marché intégrant le genre et

²⁶ PAM. Rapports Annuels — Point 4. 2015, page 11.

²⁷ WFP. Lake Chad Basin Crisis — Regional Market Assessment. Juin 2016.

l'autonomisation visent à recueillir des informations sur les dimensions sexospécifiques des marchés alimentaires et l'autonomisation au sein des marchés, en particulier pour les femmes. Cette approche soutient un meilleur ciblage des activités du PAM de ses partenaires fondées sur le marché, et favorise une conception et un suivi mieux appropriés pour les interventions du PAM sensibles à l'égalité des sexes, y compris celles visant directement à la promotion de l'autonomisation des femmes.

Malgré les aspects positifs de ces questions qui offrent la possibilité d'améliorations significatives dans les informations recueillies, les défis persistent. Les résultats du sondage ne présentent pas de disparités significatives entre les sexes, et le rapport indique que la plupart des femmes et des hommes ont un pouvoir de décision sur leurs activités. Dans tous les pays étudiés (à l'exception du Niger, où moins de 1% des répondants sont des femmes), au moins les trois quarts des commerçants interrogés, hommes et femmes, ont déclaré prendre des décisions de façon indépendante sur (i) le crédit, (ii) l'utilisation des revenus générés pour acheter de la nourriture pour la consommation des ménages, (iii) la décision de vendre ou non leurs produits, (iv) de qui et où acheter des produits, et (v) le prix auquel vendre leur produit. Cependant, de l'analyse de genre menée dans l'évaluation se rapportant à d'autres domaines de l'autonomisation, le résultat est plus sombre. Par exemple, beaucoup plus que les hommes, les femmes interrogées identifient l'accès aux capitaux propres comme une contrainte majeure dans leurs activités commerciales. L'accès aux capitaux propres est une dimension fondamentale de l'autonomisation pour les 5 domaines du WEAL, et est tout aussi important pour l'autonomisation dans les marchés et les chaînes de valeur.

En outre, les femmes commerçantes ne sont pas bien représentées parmi les répondants interrogés dans la phase de collecte des données de l'évaluation régionale. C'est seulement dans la région du Nord du Cameroun que les femmes commerçantes représentent plus de la moitié des personnes interrogées (65%), et dans l'Extrême-Nord du

Cameroun, elles représentent 44%. Cependant, les enquêtes menées au Tchad, au Niger et au Nigeria reflètent un maximum de 29% de femmes commerçantes dans la région Lac du Tchad, et un minimum de 1% dans la région de Diffa au Niger. Sur le total des commerçants interrogés dans la région, les femmes ne représentent que 21%, ce qui a rendu l'évaluation de la dynamique de genre et les disparités difficile dans les résultats de l'enquête.²⁸

Les principales recommandations d'améliorations basées sur l'évaluation des résultats et des enseignements tirés de l'expérimentation sont :

1. Une responsabilisation plus forte pour les équipes d'évaluation d'analyser et d'établir des rapports sur les données et les informations recueillies concernant la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes
2. Une amélioration de la capacité à traduire des informations qualitatives en recommandations programmatiques opérationnelles
3. Introduire des modules de formation de recenseur supplémentaires sur la façon de fournir des questions afin que les répondants et les enquêteurs comprennent sans équivoque l'objectif de la question.
4. Assurer l'intégration de toutes les dimensions d'autonomisation dans les marchés et pas uniquement le pouvoir de prise de décision.

Après le pilotage des questions adaptées dans l'évaluation régionale du marché du BLT, les questions ont également été intégrées dans l'évaluation du marché incluse dans l'EFSA. Sur la base des résultats de ce dernier processus, les principales lacunes suivantes ont été identifiées :

- La prise de décision et le contrôle, seuls, ne sont pas des indicateurs suffisants de l'autonomisation ;
- L'autonomisation n'est pas un terme universellement compris et, pour l'analyser, des adaptations contextuelles et linguistiques

²⁸ PAM. Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché. Juin 2016.

sont souvent nécessaires et une formation adéquate des enquêteurs est essentielle ;

- L'autonomisation varie entre les activités productives rémunératrices et les activités ménagères reproductrices ;
- L'amélioration économique (cf., l'augmentation des profits) ne conduit pas nécessairement à l'autonomisation ;

- L'autonomisation varie en fonction du stade de la chaîne de valeur ; et

- L'autonomisation est intersectionnelle, ce qui signifie que son évaluation implique la prise en compte du sexe, de l'âge, la classe, la capacité, le groupe ethnique, et d'autres stratifications sociales qui influencent ou déterminent le rôle et le statut d'une personne à des étapes données de la chaîne de valeur agricole.



4. Solutions et recommandations programmatiques potentielles pour remédier aux lacunes et défis

Basées sur les lacunes et les défis identifiés au cours de cet exercice de pilotage, certaines initiatives et solutions rapides peuvent être recommandées.

- Intégrer la recherche qualitative, y compris les sources secondaires, pour soutenir la compréhension sur les disparités identifiées entre les sexes. Une approche anthropologique peut être bénéfique car l'étude de la population ciblée au niveau micro dévoile des aspects qui doivent être pris en compte pour garantir une stratégie globale. Cette approche permet également une analyse sans biais.
- En ce qui concerne le processus de reporting, il devrait être pratique courante de ventiler les chiffres par sexe et par âge, et inclure les résultats de l'analyse de genre dans le rapport. Le genre est une dimension de coupe transversale qui doit être incluse tout le long d'une évaluation du marché, y compris dans le

résumé du rapport ainsi que dans sa section de conclusion et recommandations.

Une enquête plus poussée est nécessaire pour comprendre les grandes questions et les défis qui entravent une plus forte analyse de genre et d'évaluation de l'autonomisation des femmes dans le marché dans des environnements de crise humanitaire. Les autres études de cas qui composent l'Initiative de Genre régionale et qui ont suivi cet exercice fournissent certaines de ces recherches nécessaires et permettent des recommandations plus pointues en termes de programmes et d'actions spécifiques. En outre, la phase suivante de l'Initiative Régionale de Genre et Marchés se concentre spécifiquement sur cinq thèmes de recherche qui justifient une enquête plus approfondie, dont l'une étant la meilleure façon d'évaluer la dynamique des sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés en forte insécurité et dans des contextes de conflit armé.

CONCLUSION

L'Evaluation Régionale du Marché du BLT a été le premier cas pour lequel les questions adaptées du WEAI ont été intégrées dans une évaluation continue du PAM.

La liaison socio-écologique indissociable des crises du développement et la crise humanitaire multidimensionnelle du Bassin du Lac Tchad sont des facteurs qui justifient l'optimisation des interventions du PAM et exigent des objectifs nationaux pour un développement humain tenant compte des vulnérabilités existantes.²⁹

En tant que première tentative du RBD du PAM à intégrer les questions de genre et d'autonomisation dans une évaluation régionale du marché, cette initiative reflète la volonté de renforcer les capacités des groupes vulnérables ou marginalisés dans le cadre des activités de marché dans la région du Bassin du Lac Tchad. L'équipe VAM a conçu l'Initiative Régionale Genre et Marchés sous l'hypothèse que l'amélioration de l'accès au marché

et le contrôle des ressources et des revenus pour les femmes pourrait galvaniser la productivité des ménages et profiter à l'économie en général dans les zones cibles.

L'unité VAM du RBD du PAM a développé ce résumé et cette synthèse pour partager avec les partenaires et collègues l'expérience et le processus de pilotage d'un ensemble de questions d'enquête destinées à évaluer la dynamique entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans les marchés, dans l'Evaluation Régionale du Marché du Bassin du Lac Tchad (PAM, ACF, et al. 2016). En plus de fournir les informations contenues ici sur la dynamique entre les sexes dans les marchés du BLT, ce rapport peut également être utilisé comme un aperçu historique des leçons apprises et des bonnes pratiques dans le développement des outils pour l'évaluation et le suivi du genre et de l'autonomisation pendant les crises humanitaires.

²⁹ PAM RBD, Paige Enfinger) *Etude documentaire sur le Bassin du Lac Tchad, analyse socio-économique de la région du Bassin du Lac Tchad axée sur les facteurs environnementaux régionaux, les conflits armés et les questions du genre et de sécurité alimentaire*

Références

Commission du Bassin du Lac Tchad, Banque Mondiale - Plan d'Action de Développement et de Résilience du Climat du Lac Tchad (Novembre 2015).

PAM Burkina Faso - Etude de Cas « Genre & Marchés », (Juin 2016).

PAM. Crise du Bassin du Lac Tchad - Evaluation Régionale du Marché. (Juin 2016).

PAM. Note technique sur l'utilisation des enquêtes d'évaluation du marché sexospécifiques et l'autonomisation intégrée. PAMRBD VAM Genre + Marchés. (Mars 2016).

PAM - Politique du Genre.

PAM – Rapport de Situation du Bassin du Lac Tchad <https://www.wfp.org/Situation-Reports/Lake-Chad-Basin>.

PAM RBD – Centre de Ressources VAM- *Analyse de Genre, Autonomisation et Action Humanitaire en Afrique de l'Ouest*, Rapport de l'atelier (Juin 2016).

PAM RBD *Évaluation de l'autonomisation des femmes pour l'action humanitaire basée sur le marché, une proposition pour l'Indice d'Autonomisation des Femmes dans les Marchés (WEMI)*.

PAM RBD - Evaluation de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle en Situation d'Urgence (EFSA), République du Tchad (Avril 2016).

PAM RBD, Paige Enfinger) *Etude documentaire sur le Bassin du Lac Tchad, analyse socio-économique de la région du Bassin du Lac Tchad axée sur les facteurs environnementaux régionaux, les conflits armés et les questions du genre et de la sécurité alimentaire*.

OCHA (30 Mars 2016). Tchad : situation dans la région du Lac et impact sur la crise nigériane – Rapport de situation n°12 (31 Mars 2016).

Okpara et al. *Les conflits sur l'eau dans le lac Tchad: l'environnement, la vulnérabilité et les questions de sécurité sont-ils liés?* (2015). <http://eprints.whiterose.ac.uk/91926/2/repository3.pdf>.

ONUFemmes. Situation des Femmes et des filles face à la crise humanitaire causée par Boko Haram au Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun (Janvier 2016).

Stratégie Intégrée du Projet Phare des Nations Unies (ONUFEMMES 2016) –*La résilience économique des femmes et des filles Rurales dans la région G5 du Sahel—Accélérer la résilience économique des femmes et des filles dans les zones Rurales les plus touchées par la sécheresse et le changement climatique*. (SWERP) (Décembre 2015).

ANNEXES

Annexe I – Protocole d'Etude de Cas de Pays

1. Contexte / revue de la littérature

- a) Compiler et examiner la littérature secondaire, les évaluations de genre du PAM et ses partenaires, ainsi que les bases de données secondaires contenant des informations sensibles au genre pertinentes au pays.
- b) Identifier et rencontrer des partenaires clés dans le pays pour discuter des objectifs de l'étude, obtenir des données secondaires et des informations supplémentaires, et potentiellement identifier les domaines de collaboration dans la conduite de l'étude (ex. IFAD, WorldVision, FAO, FEWSNET, universités nationales, etc.).
- c) Évaluer dans quelle mesure les principales questions de recherche peuvent déjà être traitées en utilisant des données et informations secondaires.
- d) Identifier les lacunes dans les données d'information afin de concentrer la conception de l'étude.

2. Conception

- a) Travailler avec RBD, Bureau Pays (BP) et les organismes partenaires afin de déterminer si l'étude de cas devrait inclure un ou plusieurs cas, et des conceptions intégrées ou holistiques, et montrer les liens logiques entre celles-ci et les questions de recherche.
- b) Décrire l'objectif de l'étude (par exemple, partir de l'objectif général d'obtenir des informations sur le genre et les marchés alimentaires en Afrique de l'Ouest, en prenant en considération les préoccupations des programmes de BP).
- c) Identifier toutes les propositions ou les sous-questions dérivées de chaque question de recherche et les mesures à utiliser pour étudier les propositions.

3. Procédures et Rôles d'Étude de Cas

- a) En plus de chercheur d'étude de cas, préciser les rôles des autres membres du personnel du PAM (si la capacité BP supplémentaire est fournie) ou le personnel de soutien supplémentaire.

4. Collecte de données

- a) Identifier les données à recueillir.
- b) Définir un plan de collecte de données (en précisant la portée, la durée, les outils de collecte, les questions d'enquête/ d'interview, etc.).
- c) Définir la façon dont les données seront stockées.

5. Analyses

- a) Identifier les critères pour l'interprétation des résultats des études de cas (plan d'analyse).
- b) Identifier quels éléments de données seront utilisés pour répondre à quelle question, sous-question, ou proposition de recherche et comment combiner les éléments de données pour y répondre.
- c) Prendre la série de résultats possibles puis identifier d'autres explications des résultats, et identifier toute information nécessaire pour faire la distinction entre celles-ci.

6. Reporting

- a) Fournir un rapport final résumant les résultats et l'analyse.
- b) Inclure tous les documents de collecte de données (enquêtes, questions d'interview) dans l'annexe.
- c) Inclure des ensembles de données dans l'annexe.
- d) Inclure la liste des partenaires et la nature du partenariat dans l'annexe.
- e) Inclure des matériaux supplémentaires dans les annexes suivantes.

Annexe II — Aperçu du Bassin du Lac Tchad

Le bassin du lac Tchad a longtemps été un lien de conflit, animé par la concurrence sur les ressources naturelles rares. En outre, la pénurie d'eau aiguë affecte de plus en plus les moyens de subsistance et la sécurité des populations vivant autour du lac. Les pastoralistes, agriculteurs et pêcheurs sont en concurrence pour les mêmes ressources limitées. La violence généralisée dans le nord du Nigéria et les pays voisins a provoqué des déplacements massifs de population dans les quatre pays du bassin du Lac Tchad, ce qui a entraîné la destruction des moyens de subsistance et des actifs, ainsi qu'une forte augmentation des mouvements de population ces derniers mois dans les zones ayant déjà une pauvreté et insécurité alimentaire chronique.³⁰

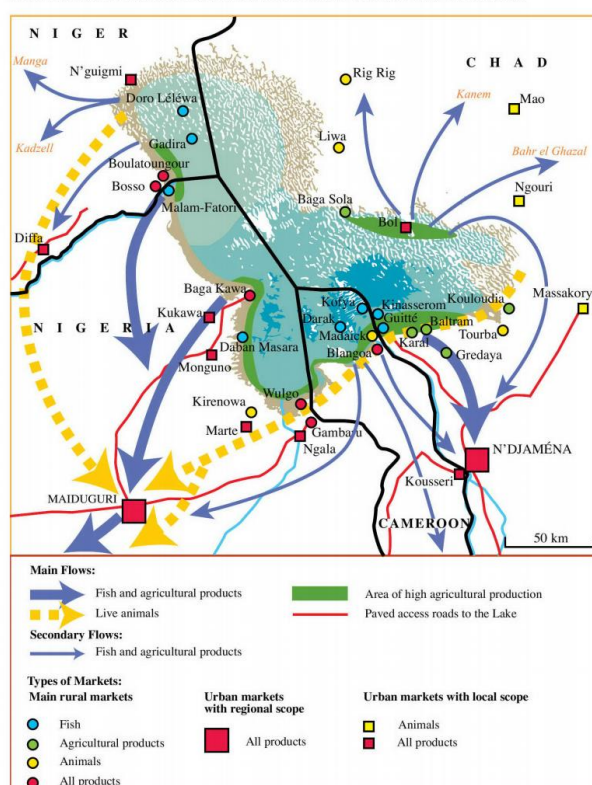
Compte tenu de la récente crise de sécurité et de

l'augmentation des déplacements dans la région, le Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, plus précisément l'équipe du VAM, a décidé d'étendre ses activités de suivi et d'évaluation dans les quatre pays concernés. ACF et d'autres partenaires développent également leurs activités de suivi. L'objectif principal visant à répondre aux besoins d'information d'urgence, à l'appui de la nation et la réponse humanitaire régionale, et de renforcer les lignes de base du marché dans les quatre pays.³¹

Les conflits en cours perpétrés par Boko Haram ont perturbé les flux de commerce forçant les commerçants à modifier les routes commerciales. Bien que cette interruption soit principalement destinée à empêcher l'entrée des marchandises indésirables et la contrebande de marchandises illicites, le coût du camionnage a été augmenté et les retards sont plus susceptibles de se produire. La plupart des commerçants au Niger, au Nigéria et au Tchad estiment avoir la capacité de répondre rapidement à une augmentation de 100% de la demande, mais une part importante des commerçants se déclare être incapable de doubler leurs ventes pour répondre à une augmentation importante de la demande.³²

Le Bassin du Lac Tchad, un système hydrologique semi-aride dans l'ouest de l'Afrique centrale comprenant des parties importantes du Niger, Tchad, Cameroun et Nigéria est l'une des régions les plus pauvres et sujettes à la sécheresse du monde. Décrit par la Banque Mondiale comme étant un « socio-écosystème productif mais toujours pauvre et vulnérable », le Bassin du Lac Tchad est une région dynamique, qui abrite 50 millions d'habitants. Les eaux, les banques et les îles du lac servent de

FIGURE 2: LAKE CHAD'S CONTRIBUTION TO FOOD SECURITY IN THE REGION



Source: Magrin, Lemoalle, Poutier, 2015. Atlas du lac Tchad.

³⁰ Evaluation Régionale du Marché du Bassin du Lac Tchad, 2016.

³¹ Id.

³² Id.

principales sources de subsistance pour la pêche, l'agriculture et l'élevage. C'est ce qui explique que le bassin est un centre majeur d'exportation d'aliments qui représente généralement la sécurité alimentaire d'environ 13 millions de personnes dans l'arrière-pays. Cependant, la capacité du lac et de ses systèmes de production pour répondre aux besoins régionaux de sécurité alimentaire a été de plus en plus compromise par les défis environnementaux, ainsi que l'apparition récente de la crise en éruption au contexte de l'interface des problèmes de développement systémiques et des désastres environnementaux non gérés, qui s'est aggravée au fil du temps pour accumuler des troubles sociaux et de la violence, et par la suite la propagation des conflits civils et de l'insécurité dans toute la région.³³

De faibles indicateurs régionaux de développement humain reflètent la pauvreté et la protection sociale. Des systèmes de santé et d'éducation de qualité sont indispensables pour permettre le développement humain et la sécurité alimentaire. Cependant,

l'insuffisance des infrastructures et la protection sociale dans le bassin du lac Tchad reflète un manque d'investissement dans le développement rural, qui, à son tour, compromet les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des personnes qui dépendent du système du bassin. Les taux élevés de VIH/SIDA, et le faible taux de scolarisation et d'alphabétisation des adultes ont des effets d'entraînement sur d'autres aspects du bien-être tels que l'état nutritionnel qui perpétue les inégalités et porte d'avantage atteinte à la sécurité alimentaire. Indicative des pauvres systèmes d'éducation nationale, l'analphabétisme généralisé, en raison du faible taux de scolarisation, est un obstacle majeur au développement dans la région du lac Tchad. En outre, il existe de fortes disparités entre l'éducation des filles et des garçons (Odada, 2006). Considérant le cas du Nigéria, tandis que les écarts entre les sexes et le niveau d'instruction ne sont pas larges dans la majorité du pays, la région du Nord du Nigéria est marquée par des différences significatives dépendamment du sexe pour 56% des jeunes.³⁴

³³ Enfinger. Revue Documentaire du Bassin du Lac Tchad. PAM, 2016.

³⁴ Id.

Annexe III — Aperçu du genre dans le BLT

La catégorie des femmes est la partie la plus touchée de la population qui est exposée à ces crises, en particulier dans les zones rurales. Les femmes et les filles sont souvent exclues des ménages et des prises de décision de la communauté, ce qui entrave la capacité des ménages et des communautés à atténuer et se remettre des perturbations. Les femmes et les filles sont souvent exposées à des obstacles supplémentaires, spécifiques au genre - en raison des rôles de genre socialement construits et les relations de pouvoir - qui rendent toujours plus vulnérables face aux effets des perturbations. Par exemple, la sécheresse et l'irrégularité des précipitations augmentent la charge de travail des femmes et des filles dans les fermes familiales parce qu'elles doivent parcourir de longues distances et passer plus de temps à sécuriser de l'eau pour la cuisson, les besoins d'assainissement des ménages, et gardiennage d'animaux. Le temps supplémentaire consacré à la collecte des ressources signifie moins de temps disponible pour l'éducation, la génération de revenus, ou la production alimentaire des ménages – qui sont les pierres angulaires des individus et ménages résilients. Les femmes rurales Tchadiennes sont pour la plupart analphabètes et, par conséquent, leurs participations et leurs influences dans les postes de prise de décisions dans les coopératives et les associations sont très limitées. Subséquemment, leurs besoins et intérêts ne sont pas suffisamment pris en compte et traités. Selon le Ministère tchadien de l'Éducation de Base et de l'Alphabétisation, 86% des femmes tchadiennes sont analphabètes, contre 69% d'hommes (2013). Cela est dû à divers facteurs allant de la lourde charge de travail domestique, la grossesse précoce, ou le mariage forcé qui empêchent les filles et les femmes de consacrer suffisamment de temps à l'éducation et aux tâches productives. En ce qui concerne la lourde charge de travail domestique, les femmes au Niger y consacrent entre 16 à 18 heures par jour sur 24 heures. La charge de travail des femmes réduit le temps alloué au soin de leurs enfants, ce qui est considéré comme l'une des causes indirectes de la malnutrition. La FAO estime que les

femmes rurales tchadiennes, qui constituent environ 40% de la population totale, travaillent plus que les hommes en milieu rural le long des chaînes de valeur agricoles. En règle générale, le rôle des hommes est de labourer la terre tandis que les femmes font le reste du travail, à la fois dans la production et dans le traitement : le semis, le repiquage, la récolte, le tri, le broyage, etc. La lourde charge de travail domestique combinée avec la charge de travail agricole laisse très peu de temps aux femmes pour se reposer et / ou renforcer leurs capacités grâce à des programmes d'alphabétisation, l'accès aux informations, et les réunions de communauté et d'association. Conscient de ce problème, le Gouvernement du Tchad a élaboré une Politique Nationale de Genre (NGP, 2015) qui vise à promouvoir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes des différents groupes sociaux pour un développement participatif, humain et durable. L'égalité d'accès aux ressources et aux avantages productifs par les hommes et les femmes et la promotion d'initiatives pour répondre aux besoins spécifiques des filles et des garçons, des hommes et des femmes est parmi les piliers de la NGP.³⁵

Le contexte socio-culturel est un facteur décisif pour les rôles de genre construits et les relations de pouvoir impactant l'accès des femmes aux facteurs d'autonomisation. Le manque de sécurité foncière des femmes est historiquement lié à des cadres juridiques et politiques inadéquats ou discriminatoires et des normes sociales ainsi que culturelles, telles que la préférence des hommes en matière d'héritage, le privilège masculin dans le mariage et les soi-disant droits fonciers secondaires par les membres masculins de la famille. Lorsque la loi garantit aux femmes et aux hommes les mêmes droits de posséder, d'utiliser et de contrôler la terre, les pratiques coutumières, traditionnelles et religieuses discriminent les femmes et compromettent la mise en œuvre complète des codes juridiques nationaux. Tel est le cas dans la

³⁵ Projet phare de la stratégie intégrée des Nations-Unies (UN Femmes 2016) - *Résilience économique des femmes et des filles rurales dans la région du G5-Sahel - Accélérer la résilience économique des femmes et des filles dans les zones rurales affectées par la sécheresse et le changement de climat dans les cinq pays prioritaires du SAHEL* (SWERP)

majorité des pays du Sahel. Au Niger, la faible représentation des femmes dans les postes électifs (15%) et nominatifs (25%) peut expliquer l'absence de lois sensibles au genre qui pourraient autrement améliorer considérablement la situation des femmes dans le pays. Les politiques et initiatives nationales pour accroître la représentation des femmes dans les plates-formes de prise de décisions ont été adoptées, mais leur application n'est pas encore efficace. Bien que des efforts considérables aient été fait pour soutenir l'éducation des filles, la majorité des filles abandonnent l'école au niveau primaire. On estime que seulement 4% des filles terminent l'école secondaire bien que l'éducation soit considérée comme essentielle pour la transformation des femmes et de la résilience économique. Les preuves de Violence Basée sur le Genre (VBG), en particulier le viol et la violence domestique subis par les femmes sont bien documentés, mais la pratique et l'impunité persistent principalement en raison de facteurs socio-culturels. Les femmes ont des plates-formes limitées où elles peuvent partager leurs expériences et demander des services de conseil ou toute aide liée aux types multiples de violence qu'elles sont obligées d'endurer. Le mariage précoce et les grossesses précoces sont deux problèmes communs au Niger, ce qui explique en partie le phénomène d'abandon scolaire des filles.³⁶

1. Situation Humanitaire et Genre

La crise humanitaire régionale actuelle du BLT apparaît comme une éruption de crises de développement socio-économiques, nationales et régionales interconnectées et cumulatives, des gouvernements et des institutions fédérales corrompus, à l'incidence du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et le manque d'infrastructures et de services sociaux, qui inhibent le développement humain. Les indicateurs de développement humain dans les zones du lac Tchad sont coincés en dessous des moyennes nationales, qui sont elles-mêmes relativement faibles par rapport aux normes internationales (Lemoalle et Magrin, 2014 ; Magrin et al., 2015). Ces

mesures dénotent la privation générale des services sociaux de base et des infrastructures telles que l'éducation, la santé, l'eau, les routes, et la limite de l'électricité, ce qui limite ainsi les perspectives de développement des individus, des communautés, et, en fin de compte, la fonctionnalité durable de l'ensemble du bassin. Par conséquent, ces problèmes de développement persistants ouvrent la voie à des impacts plus dévastateurs du conflit civil, qui présentent actuellement des barrières physiques aux moyens de subsistance locaux, les réseaux régionaux, et les systèmes de sécurité alimentaire. En regardant plus loin que les derniers efforts de secours d'urgence, le PAM vise à cultiver une vue toute comprise des crises humanitaires et de développement pour formuler des stratégies d'intégration à long terme pour faire face aux causes profondes d'instabilité régionale. Au-delà du contexte socio-politique actuel et des menaces imminentes de conflit armé, la situation humanitaire régionale actuelle peut être attribuée à des crises du développement systémiques et fragmentaires. Ainsi, l'élaboration de la crise humanitaire actuelle contre la crise du développement de longue date est cruciale pour la compréhension des dynamiques régionales complexes et des solutions à long terme aux problèmes rencontrés par les personnes dans la région du bassin du lac Tchad.

Outre le partage des ressources naturelles du lac, les quatre pays connaissent également une croissance forte de la population, en particulier dans les zones rurales du bassin, ce qui exerce une pression croissante sur les pauvres systèmes de protection sociale et la santé environnementale. La croissance démographique, à partir des taux actuels, prévoit que la population du bassin du lac Tchad doublera au cours des 30 prochaines années. Selon un rapport de 2004 du PNUE, le changement climatique, les projets de développement d'eau, l'augmentation de la pression démographique, le développement de l'huile, et l'utilisation croissante de produits chimiques agricoles sont parmi les préoccupations régionales pressantes qui entravent le développement durable.

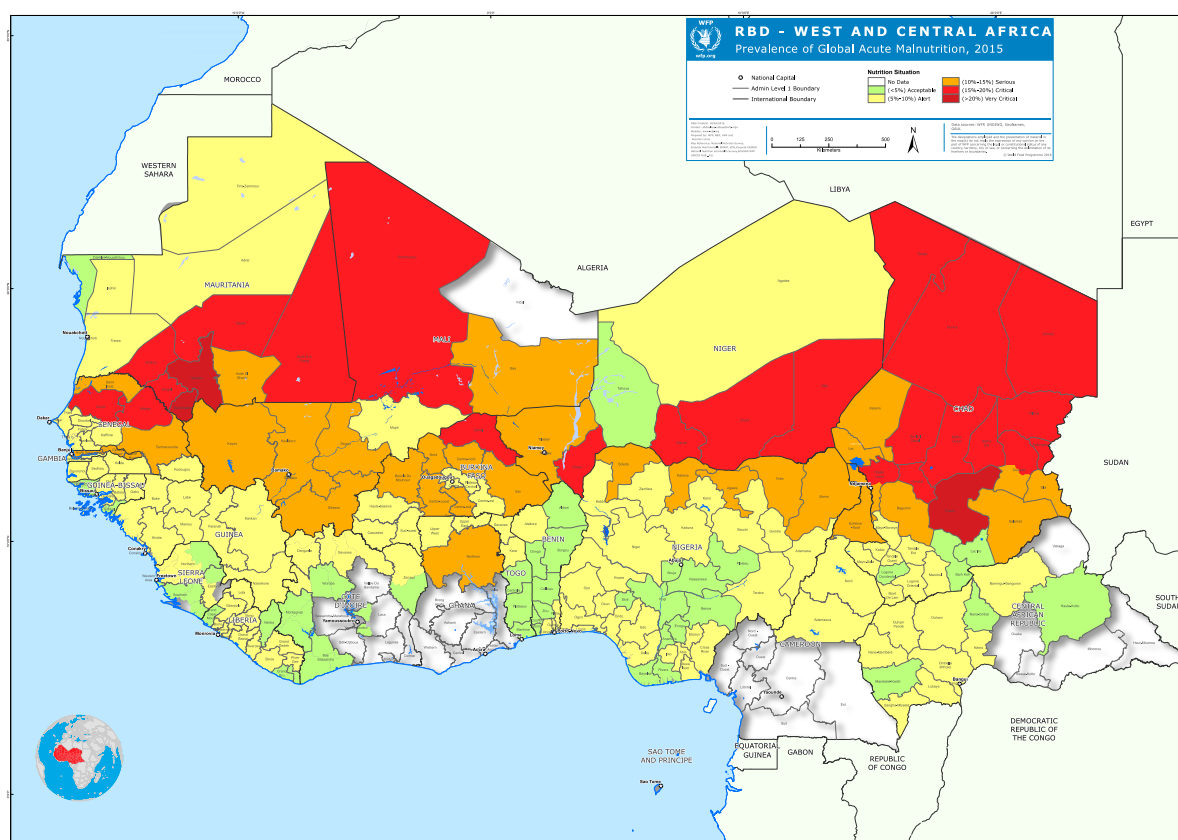
³⁶ Enfinger. BLT Revue Documentaire. PAM, 2016.

2. Insécurité Alimentaire et Genre

Les activités productives, notamment l'agriculture, la pêche, l'élevage et le commerce des produits respectifs, ont été interrompus par des épisodes d'insurrection de Boko Haram et de violence systémique. En outre, les actifs communautaires et les réserves alimentaires ont été détruites, ce qui contribue à un problème déjà grave de la sécurité alimentaire et la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) (voir la figure ci-dessous, pour une cartographie régionale de la situation nutritionnelle récente). Dans une situation de nutrition déjà accrue dû en grande partie à des pénuries alimentaires exceptionnelles suite aux défis environnementaux qui affectent la production, l'incidence des conflits et de l'insécurité régionale au-delà des catastrophes préexistantes de la sécheresse et de la désertification qui endommagent régulièrement le capital naturel, apparaissent comme superposant les

causes et les effets de la crise régionale. Par conséquent, la situation humanitaire provoquée par les conflits prolongés apparaît comme un choc prolongé à un système régional déjà pris avec une prévalence de la nourriture locale et l'insécurité nutritionnelle depuis des décennies. Par conséquent, les interruptions de la vie quotidienne et les stratégies d'adaptation de routine employées dans les zones de faible développement humain et économique ont généré des impacts composés, affectant considérablement les gens de la région d'une manière ou d'une autre et réduisant leurs stratégies déjà resserrées pour faire face à un environnement difficile. Dans de nombreux cas les déraciner de leurs maisons, ainsi perdre le capital social et physique, et dans d'autres cas, modifier radicalement leurs réseaux, leurs activités et sources de revenus antérieures, ce qui peut porter atteinte au capital financier et humain.³⁷

Figure 3: Carte de la prévalence GAM en Afrique de l'Ouest et Centrale du PAM 2015



Source: Lake Chad Basin. Desk review, April 2016

³⁷ Evaluation Régionale de Marché du Bassin du Lac Tchad, 2016.

La sécurité alimentaire et le développement nutritionnel sont principalement affectés négativement par les chocs extrêmes des changements climatiques auxquels est confronté le bassin du lac Tchad et les conflits à long terme, ainsi que les effets du terrorisme dans la région transfrontalière. En raison des impacts aggravants causés par les changements climatiques, comme les inondations et les périodes de sécheresse prolongées, les populations sont plus à risque d'être soumises à des catastrophes naturelles avec la population rurale qui dépend essentiellement de l'agriculture et est la plus touchée. Dans ce contexte, les femmes et les enfants appartiennent à la catégorie la plus vulnérable. Les estimations du PNUD sont d'accord qu'en ce qui concerne les inondations, environ 55% des victimes sont des femmes et des enfants. Puisque les femmes sont principalement employées dans l'agriculture (environ 60-80% en Afrique) et sont responsables de 70-80% de la production agricole, leurs niveaux de production et de génération de revenus sont particulièrement à risque, étant donné que leurs produits agricoles dépendent de la pluie et donc sont plus vulnérables aux changements climatiques extrêmes. En cas de catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, les femmes sont aussi obligées de migrer, ce qui les expose davantage à d'autres défis tels que la violence basée sur le sexe.

Les chocs climatiques et les crises alimentaires chroniques dans la région du bassin du lac Tchad continuent également d'affaiblir les mécanismes d'adaptation des femmes et leurs capacités de résilience économique car ils limitent le revenu et les actifs. Les femmes, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales, sont la catégorie la plus touchée étant donné leur accès réduit aux capacités appropriées à s'en sortir et de résilience. En outre, la majorité des femmes est également affectée par d'autres facteurs structurels tels que la pauvreté, la charge de travail plus lourde, et l'accès limité aux services fondamentaux tels que la santé, l'accès limité aux ressources de production (par exemple, les intrants, les crédits et les services de

vulgarisation). Par conséquent, le changement climatique ajoute plus de pression et de gravité à la pauvreté des femmes dans la région du Sahel, à la fois qualitativement et quantitativement.

Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire dépendent d'activités précaires avec des enfants de moins de cinq ans plus exposés à la malnutrition. Ceux qui dépendent de source de revenus précaires comme l'aide, les transferts d'argent et de dons, la main d'œuvre journalière, le ramassage de la paille, de la cueillette et des petits métiers sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire. Il s'agit de ménages qui sont très souvent pauvres, peu éduqués, et certains parmi eux sont dirigés par des femmes avec parfois moins de personnes actives que les ménages en sécurité alimentaire. Les ménages qui pratiquent l'agriculture présentent un taux d'insécurité alimentaire de 46% contre 43% chez ceux qui ne la pratiquent pas. Ces derniers, dans leur majorité, dépendent de la vente des produits d'élevage. Une soudure pastorale précoce et la fragilisation de leurs moyens d'existence peuvent expliquer la situation alimentaire et nutritionnelle précaire des ménages agropastoraux. Dans le département de Mamdi, dans la région du Lac, les ménages déplacés sur les sites présentent un taux d'insécurité alimentaire de 15% contre 8% chez les ménages résidents. Les déplacements ont fortement contribué à la dégradation de l'insécurité alimentaire dans ce département. Les ménages qui dépendent de la pêche, même si la pratique de cette activité est très limitée, sont moins exposés à l'insécurité alimentaire, il s'agit en particulier de ménages qui vivent dans les départements de Mamdi et Fitri. La vente des produits agricoles (48%) et des produits d'élevage (14%) constitue les principales sources de revenu des ménages. En moyenne 60% des ménages agricoles ne disposent plus de stocks issus de la campagne pluviale, cinq mois après les récoltes. Dans les départements où les ménages ont pu réaliser des activités agricoles de contre saison (berbéré et maraîchage), 60% jugent que la production est inférieure à la moyenne. Dans les

départements les plus affectés, les stocks de contre-saison ne peuvent couvrir qu'en moyenne un mois de consommation. Cette baisse de la production, due essentiellement à la mauvaise pluviométrie, entraîne une dépendance précoce vis-à-vis des marchés pour les besoins en céréales. Environ 64% des ménages rapportent que les céréales consommées proviennent des marchés, alors que sur la majorité des marchés de la bande sahélienne les prix des céréales sont en hausse. Dans la région du Lac Tchad, à Bol et Ngouri, le prix du maïs a augmenté respectivement de 22% et 31% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. A Mao dans le Kanem le prix du Sorgho a augmenté de 19% par rapport à la moyenne quinquennale. En raison, d'une mauvaise campagne agropastorale et de contre-saison et de la baisse des termes de l'échange, les ménages ont recours à des stratégies de survie qui vont, sur le long terme, entraver leur capacité à préserver leurs actifs et à accéder à une alimentation adéquate. Les stratégies d'urgence sont fréquemment adoptées par les ménages dans les départements les plus affectés par l'insécurité alimentaire, en particulier par la forme sévère. La vente de femelles est plus développée dans les départements où la vente de bétail constitue une source de revenu non négligeable. La réduction des dépenses de santé est très développée chez les ménages. Par ailleurs, la migration inhabituelle des membres du ménage s'est largement répandue. Dans tous les départements, les ménages rapportent une augmentation du recours au travail occasionnel comme source de revenu alternative. La fouille atypique des termitières pour rechercher de la nourriture, a été plus largement rapportée dans certains départements.³⁸

3. Conflits armés, Personnes Déplacées et Genre

“Les attaques dans les marchés et l'arrêt du commerce transfrontalier, ainsi que les activités clés du secteur informel, limitent d'avantage l'accès aux ressources pour les femmes et les jeunes.”³⁹

Depuis les années 70, les conflits armés et les activités des rebelles se sont multipliés dans les îles du Lac. En plus des affrontements concernant les ressources naturelles et le déclin du Lac, le conflit qui émerge est historiquement lié à la série de guerre civile au Tchad ainsi que les migrations des pêcheurs nigériens dans le sud-Est du Bassin. Par exemple, suite à des rendements record, les activités des rebelles étaient particulièrement répandues au Lac en 1979 avec plus de 15 cas rapportés de pêcheurs capturés pendant plusieurs jours, et à qui on avait volé leurs filets et le fruit de leurs pêches.

En 2003, le projet controversé de l'oléoduc Tchad-Cameroun de la Banque Mondiale avait été achevé afin de développer les capacités des gisements de pétrole près de Doba dans le sud du Tchad et de transporter le pétrole vers un déchargement pour le stocker dans un vaisseau flottant sur les côtes de Kribi, au Cameroun. Les fonds alloués pour l'oléoduc ont finalement été utilisés par les gouvernements camerounais et tchadiens pour acheter des armes pour taire la résistance dans des zones négligées (Gilbert, 2007). Avec des projets comme l'oléoduc, les sociétés et les gouvernements avaient mis en priorité leurs économies de trésorerie sur des impacts sociaux et environnementaux significatifs. Plutôt que d'investir dans des infrastructures et des services sociaux tels qu'offrir des soins médicaux ou des programmes éducatifs de qualité, les dépenses gouvernementales sont de plus en plus dédiées aux armées nationales, afin de taire les oppositions et se préparer pour un conflit armé.⁴⁰

L'extrémisme religieux a évolué comme outil pour exploiter les frustrations et le désespoir des gens dans un contexte de distribution inéquitable des ressources naturelles. Boko Haram se déchaîne et capte le mécontentement suscité par la confusion

³⁸ Projet phare de la stratégie intégrée des Nations-Unies (UN Femmes 2016) - *Résilience économique des femmes et des filles rurales dans la région du G5-Sahel - Accélérer la résilience économique des femmes et des filles dans les zones rurales affectées par la sécheresse et le changement de climat dans les cinq pays prioritaires du SAHEL* (SWERP)

³⁹ ONU Femmes (Janvier 2016) Situation des Femmes et des filles face à la crise humanitaire causée par Boko Haram au Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun.

⁴⁰ Enfinger, LCB Etude Documentaire. PAM, 2016

des états défailants, l'inégalité sociale et le manque d'éducation. En manquant de s'adresser aux facteurs des troubles sociaux et de la radicalisation, les gouvernements régionaux ont cultivé les doléances suite à des décennies de corruption politique (Guéhenno, 2016). En raison des accès limités aux services sociaux de base, les populations ont développé une colère profonde et se sont distancées des partis nationaux au pouvoir et leurs systèmes publics défailants. La croissance démographique intense et la dégradation environnementale ont créé des tensions sociales et des migrations, aggravant ainsi à l'insurrection et la violence politique.

Boko Haram a cultivé un rejet farouche du pouvoir des états kleptocratiques et des faibles systèmes sociaux négligés par ces organes politiques dans les zones rurales à qui ils attribuent un mode de vie occidentale. En appelant à la création d'un état islamique, Boko Haram n'est pas seulement axé sur l'idéologie mais plutôt à une approche stratégique et d'intérêt car il capitalise sur les frustrations des populations afin de mobiliser des ressources. Bien qu'ayant comme base des valeurs religieuses extrêmes, les attaques de Boko Haram sont souvent stratégiques et en représailles aux impositions de l'état, perturbant les systèmes de mise en réseau et de commerce traditionnels. Par exemple, dans le but d'obtenir un contrôle régional, Boko Haram a empêché que l'oléoduc du Tchad passe par le Cameroun, capturant ainsi l'attention en perturbant les systèmes commerciaux régionaux. Axé sur sa base de ressource, Boko Haram utilise la religion comme outil pour mobiliser les personnes démunies pour des causes plus larges pour exploiter les routes commerciales locales et gagner le contrôle en l'absence d'une protection sociale et d'un état de droit apte. Les populations dépendent du commerce

transfrontalier afin d'avoir accès aux ressources de base qui ne sont pas disponibles dans leurs propres pays. En trafiquant tout allant d'armes, de bétail, de cigarettes, de personnes, de nourriture, Boko Haram exploite le savoir local qui représente de longues traditions d'activités de commerce transfrontalier, dans un contexte régional qui a longtemps été contesté. Leur usage à la violence peut être interprété comme une provocation aux manquements des gouvernements nationaux et étrangers à gérer et répondre aux besoins grandissants de la région.⁴¹

L'actuelle crise humanitaire de la région du Bassin du Lac Tchad a touché les radars internationaux en 2013, et est caractérisée par des déplacements massifs, une insécurité alimentaire et des incidents de conflits civils. La violence continue de déplacer des populations à l'intérieur du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria. Les communautés accueillant les personnes déplacées, les réfugiés et les rapatriés, la présence de familles supplémentaires met à rude épreuve les ressources naturelles, en exacerbant la nourriture, les produits de secours, les abris, les moyens de subsistance et les besoins de protection, entre autres (USAID, 2015). Des données officielles diffèrent dans le suivi des migrations et déplacements en cours, avec des rapports d'estimation d'environ 4.7 millions de personnes déplacées, la plupart sont des femmes et des enfants, qui ont fui leurs maisons depuis mai 2013. Ces chiffres ne restent que de simples estimations de la migration forcée et ne peuvent qualifier le chaos quotidien dans le Bassin, dans lequel beaucoup ont perdu plusieurs types de sécurité.⁴²

OCHA rapporte⁴³ la situation suivante, en date du 30 mars 2016, afin de capturer les menaces sporadiques dans le Bassin du Lac Tchad :

« L'insécurité continue de régner dans la région du Lac où l'état d'urgence a pris fin le 22 mars 2016. Plusieurs incidents ont été rapportés ces dernières semaines. Le 7 mars, une attaque armée sur l'île Bigrama a tué deux civils et en a blessé trois. Le 2 mars, près de 60 civils auraient été kidnappés par des groupes armés qui auraient traversé la frontière, selon des sources de sécurité. Ils étaient probablement des personnes déplacées internes tchadiennes vivant à Baga-Sola qui auraient voulu repartir dans leurs îles natales pour pêcher, malgré l'interdiction officielle et plusieurs tentatives de retour stoppées par les autorités (50 jeunes arrêtés à Fourkouloum le 10 février). Ce même jour, 200 bovins ont été volés à la frontière Tchad/Niger [...]. »

⁴¹ Enfinger, LCB Etude Documentaire. PAM, 2016.

⁴² Id.

⁴³ OCHA (30 Mars 2016). Tchad : situation dans la région du Lac et impact sur la crise nigériane – Situation Report n° 12.

Au-delà de ceux qui prennent refuge hors de leurs pays d'origine, le nombre de déplacés internes a augmenté. En août 2015, l'OIM estimait qu'il y avait 2,15 millions de déplacés internes au Nigéria. OCHA a cité 66 400 au Niger, 81 700 au Cameroun, et 60 000 au Tchad en octobre 2015. Les impacts des conflits armés, y compris la crise humanitaire et la situation de faim qui suit dans la région, pose d'immédiates questions de sécurité qui aggravent les vulnérabilités préexistantes causées par des défis structurels de développement. Avec l'apparition des conflits armés, les déplacements qui y sont liés se sont élevés à 4,7 millions de personnes dans la région. En fuyant cette violence grandissante, les personnes et les familles ont laissé derrière elles leurs actifs productifs, perturbant ainsi la production agricole. Suite à ce déplacement sans précédent dans la région des populations au sein et entre les pays du bassin, les personnes déplacées sont abritées par des communautés d'accueil qui font partie des plus vulnérables au monde, vivant dans des zones manquant d'investissements en services de base depuis longtemps. Sans accès à une protection sociale essentielle telle que des services de santé et d'éducation de base, la dégradation de l'environnement (un facteur contribuant aux défis de subsistance, et une cause indirecte de crise), ne sont pas priorités durant la crise.⁴⁴

Il va sans dire que ces 4 pays ont déjà connu de graves disparités en termes d'inégalités entre les sexes avant les exactions de Boko Haram. Selon le Rapport sur le Développement Humain, cela varie de 0,7 au Niger et au Tchad à 0,6 au Cameroun. En termes de violence basée sur le genre (VBG), les

activités terroristes menées par Boko Haram ont causé des perturbations au système de protection sociale et légale déjà faible mais existant, exacerbant les vulnérabilités des femmes et des filles. Plus de 2/3 des femmes et des filles qui sont des déplacées ont signalé des privations de liberté et des traumatismes graves. Près de 56% des femmes interrogées ont signalé des actes de violences verbales et psychologiques, tandis que 35% d'entre elles ont indiqué avoir eu des coups et blessures suites à des violences physiques.⁴⁵

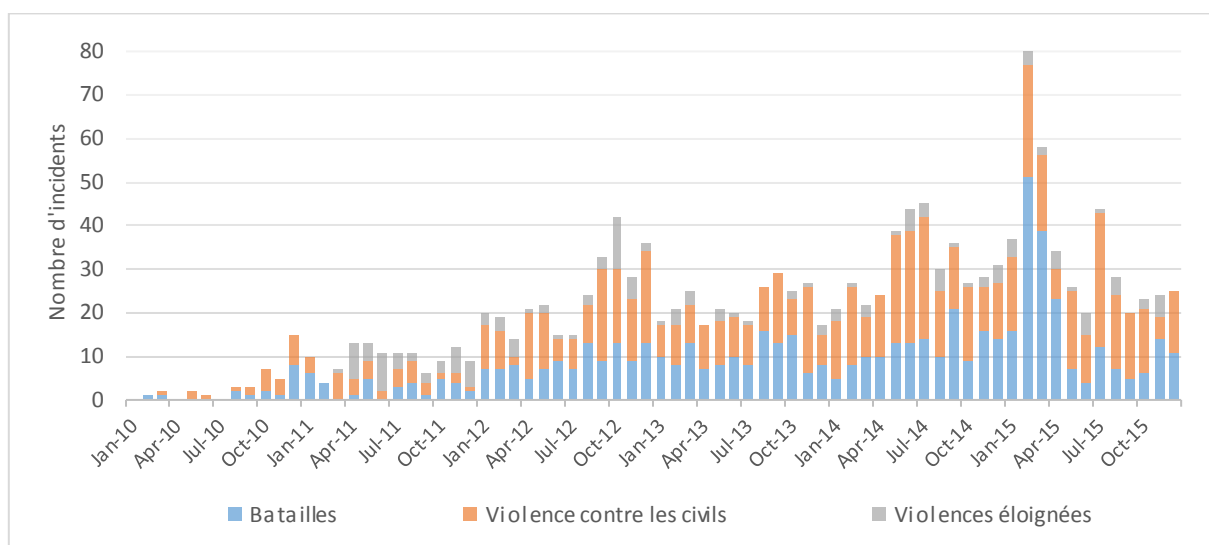
En termes de réhabilitation économique, les victimes admettent que les conditions dures et les actes de violence les ont poussés à sacrifier des biens économiques. 79,3% des réfugiés et foyers de déplacés perdent leur maison et 62,8% perdent des animaux (bovins, moutons, etc.). De plus, 59,5% perdent un ou plusieurs membres de la famille. En ce sens, les plus grands besoins exprimés sont ceux de terres agricoles (94,3%) et une assistance alimentaire (81,2%). Dans le contexte d'une crise similaire, les opportunités pour des activités génératrices de revenus sont rares. Cependant, dans la plupart des foyers, les femmes interrogées contribuent autant que les hommes aux dépenses du ménage. L'éducation et la santé des femmes et des filles sont des droits fondamentaux qui sont ciblés par l'idéologie de Boko Haram. Dans les zones affectées, 87,8% des réfugiés et des déplacés ont le paludisme et seul 35,4% des filles âgées de 6-15 ans ont une éducation. Il apparaît que la prise de décision et la participation des femmes au sein de la vie communautaire soit quelque peu limitée et non consensuelle.⁴⁶

⁴⁴ PAM RBD, Paige Enfinger) *Etude documentaire sur le Bassin du Lac Tchad, analyse socio-économique de la région du Bassin du Lac Tchad axée sur les facteurs environnementaux régionaux, les conflits armés et les questions du genre et de sécurité alimentaire*

⁴⁵ *Id.*

⁴⁶ ONU Femmes (Janvier 2016) *Situation des Femmes et des filles face à la crise humanitaire causée par Boko Haram au Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun.*

Figure 4: Activité violente par type dans le nord du Nigéria (Yobe, Adamawa et Borno)

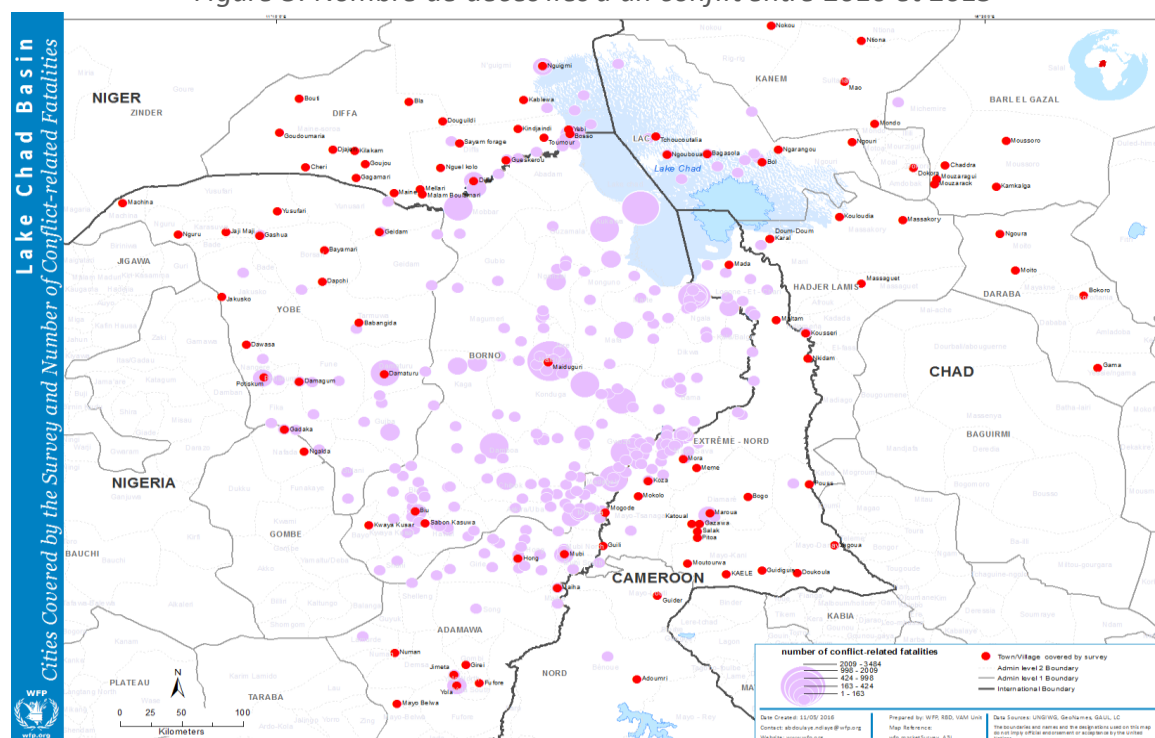


Source: ACLED

La valeur du naira nigérian a déprécié de plus de 30% entre décembre 2015 et février 2016 en raison de la perte de revenus dans le secteur pétrolier en 2015 (FEWS NET, 2016). Cette dépréciation va réduire le

pouvoir d'achat des commerçants nigériens pour les produits importés tels que le riz, le blé, le bétail et les cultures de rente du Sahel.⁴⁷

Figure 5: Nombre de décès liés à un conflit entre 2010 et 2015



Map produced by WFP/VAM Regional Bureau Dakar. Source: ACLED and trader survey

⁴⁷ Evaluation de marché régional du Bassin du Lac Tchad, 2016.

4. Défis Environnementaux et Genre

Étant l'un des plus grands plans d'eau en Afrique, le Lac Tchad est un écosystème crucial et une ressource vitale d'eau entre les déserts du Sahel et du Sahara. Les ressources naturelles du Lac ont longtemps servi comme une sorte d'oasis entre les paysages arides voisins. Aujourd'hui, continuant de se retirer comme il le fait de façon drastique depuis près de 40 ans, le lac rétrécissant révèle de nouvelles terres pour l'agriculture, mais moins d'eau pour irriguer les zones agricoles grandissantes. Même en dehors des limites du bassin, particulièrement au Niger, Tchad et Cameroun, des millions de personnes dépendent des ressources du lac qui leur sert, par exemple, de tremplin pour la production agricole et autres bien de première nécessité (Odada et al. 2006). Par conséquent, les services écosystémiques sont inestimables pour la durabilité des moyens de subsistance des personnes à travers la région. En même temps, la pression croissante sur les sols et la diminution des sources d'eau ont considérablement menacé la pérennité de ces activités économiques vitales puisque le capital naturel du Bassin a été dégradé. Les héritages coloniaux ont laissé la région se sculpter en quatre états politiques obligés de négocier les ressources naturelles partagées, laissant inévitablement une administration publique des territoires autour du Lac Tchad compliquée. En plus des divisions politiques, la situation géographique expose le bassin à des pressions environnementales uniques et aux influences politiques internationales. Malgré la nature régionale des problèmes environnementaux du Bassin, l'état de conservation et de développement dans la région du bassin dépend des pratiques et politiques des Etats Membres plutôt que des ressources humaines et naturelles partagées (Odada et al. 2006). Le lac Tchad est une source d'eau dynamique, qui change de taille, forme et de profondeur en réponse à la moindre fluctuation de précipitations annuelles. Liés aux trois systèmes de drainage, les sources d'eau du Lac ont été modifiés sous une concurrence croissante.⁴⁸

L'expansion de la désertification contribue aux causes de conflits sociaux, ajoutant des obstacles aux moyens de subsistance des populations locales et leur capacité de mesurer la sécurité alimentaire de leurs familles. Le manque de données probantes publiques, les barrières culturelles et de langues, et les faibles politiques institutionnelles sur les questions hydrologiques du Lac et les impacts du changement climatique ont créé une confusion générale et des obstacles pour communiquer autour des impacts sur la santé de l'écosystème et la gestion de ressources naturelles. Les images floues résultantes des situations de crises sont reflétées par des politiques publiques inefficaces sur la régulation environnementale et la planification du développement. En dépit de la baisse spectaculaire des niveaux du lac, une action politique et collaborative a été empêchée par manque d'informations compréhensives dans la région. Au lieu de s'adresser à l'utilisation de l'eau, le problème de récession de l'eau et de la rareté dans le Bassin a été traité avec des solutions d'ingénierie telles que le projet du bassin Ubangi, proposé en 1980 avec pour but de contrôler le système hydraulique en transférant l'eau de la rivière Ubangi pour « sauver » le Lac Tchad.⁴⁹

Aujourd'hui, avec plus de données disponibles et une meilleure compréhension des impacts du changement climatique, le défi régional reste celui de mobiliser les parties prenantes pour une planification d'actions stratégiques. La variabilité naturelle des précipitations, la surexploitation des eaux et le changement climatique continue de contribuer à l'assèchement du lac, qui catalyse la diminution de l'eau. Par conséquent, les habitants du Bassin du Lac Tchad se voient refuser l'accès à des ressources vitales d'eau et de protéines qui n'ont aucune responsabilité quant aux activités qui ont contribué au changement climatique induit par l'homme. Ceci est bien l'histoire de l'injustice environnementale mondiale. L'emplacement des terres intérieures et du climat aride font du Bassin du Lac Tchad un environnement difficile pour vivre, où le manque d'information et la négligence des

⁴⁸ (PAMRBD, Paige Enfinger) *Etude documentaire sur le Bassin du Lac Tchad, analyse socio-économique de la région du Bassin du Lac Tchad axée sur les facteurs environnementaux régionaux, les conflits armés et les questions du genre et de sécurité alimentaire*.

⁴⁹ Id.

responsables politiques compliquent la pauvre situation économique. Compte tenu des menaces du changement climatique et de la désertification, la gestion non durable de l'eau du Lac Tchad peut être appréhendée comme étant produit du phénomène d'économie environnementale classique de la tragédie des communs. La littérature scientifique sur le désastre écologique du Bassin est abondante, tout comme sur la désertification datant des années 70, cependant l'exploitation de l'eau s'est intensifié en raison de plus grandes pressions démographiques et la concurrence due à la rareté de l'eau et les manquements des politiques régionales. La taille du Lac diminue, ainsi que la taille, le nombre et la variété de ses poissons. La perte de biodiversité a continué malgré les projets de conservation de la pêche nationale. Ces défis environnementaux contraignants sont encore des obstacles au développement humain et à la sécurité alimentaire. Avec l'émergence de la crise humanitaire, particulièrement, la santé de l'écosystème n'est pas prioritaire avant la survie humaine. Au contraire, la crise met encore plus de pression sur les ressources limitées face à la rareté et le chaos provenant du conflit régional. Par conséquent la dégradation environnementale apparaît comme étant à la fois auto-entretenu et inévitable. Plusieurs rapports⁵⁰ relient les changements environnementaux, la vulnérabilité et l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad, plus la concurrence et les conflits concernant l'usage des ressources ont augmenté en rapport avec la dégradation dans la zone du Lac. Les vulnérabilités liées au genre, tels que les lacunes en matière d'accès aux ressources et aux services, sont souvent

définies par les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Selon le rapport du Panel d'Experts de Haut Niveau 2015, L'Eau pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, les problèmes de rareté d'eau ont tendance à affecter de manière disproportionnée les femmes pauvres et démunies, les hommes et les enfants en raison des déséquilibres de pouvoir existants, les accès biaisés aux ressources, la discrimination structurelle et les inégalités des sexes. En outre, « le genre et autres indicateurs d'identité continuent de modeler la répartition de l'eau et l'accès entre les usagers » (HLPE, 2015). Par conséquent, les crises de développement du Bassin du Lac Tchad, liées à la mauvaise gestion du Lac et de ses ressources, exacerbent les inégalités et les problèmes d'accès liés aux vulnérabilités préexistantes basées sur le genre.⁵¹

Les effets des changements climatiques sur les femmes des zones rurales sont particulièrement graves, puisque traditionnellement les femmes sont responsables d'aller chercher l'eau ainsi que le charbon et le bois. Les sécheresses endémiques limitent leur accès à ces ressources de base. De plus, les femmes sont plus vulnérables aux crises alimentaires causées par les effets du changement climatique car ce sont elles qui s'occupent des enfants. Par exemple, lors de la dernière crise alimentaire de 2012 qui a touché 3.6 millions de tchadiens, le PAM a estimé que 64% des foyers menés par des femmes étaient en insécurité alimentaire.⁵²

⁵⁰ Voir : (Okpara et al., 2015) *Conflit autour de l'eau du Lac Tchad : les questions environnementales, de vulnérabilité et de sécurité sont-elles liées ?* <http://eprints.whiterose.ac.uk/91926/2/repository3.pdf>

⁵¹ (PAMRBD, Paige Enfinger) *Etude documentaire sur le Bassin du Lac Tchad, analyse socio-économique de la région du Bassin du Lac Tchad axée sur les facteurs environnementaux régionaux, les conflits armés et les questions du genre et de sécurité alimentaire*

⁵² Stratégie Intégrée du Projet Phare des Nations Unies (ONU Femmes 2016) – *La résilience économique des femmes et des filles dans les zones rurales les plus touchées par la sécheresse et le changement climatique. (SWERP)*

